problèmes de la pratique révolutionnaire

## A PROPOS DES RAPPORTS PARTI - SYNDICAT

LIRE EN PAGE 16

*Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !*

**Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste**

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE — SEMAINE DU 25 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 1980 — N°12

4,50 F

# LA GUERRE FAIT RAGE EN AFGHANISTAN

LIRE EN PAGE 11

**L'occupation américaine, fondement du régime sud-coréen**

LIRE EN PAGE 12

**Où en est le mouvement écologiste ?**

LIRE EN PAGES 4 - 5 - 6

**Le discours autogestionnaire du PCF**

LIRE EN PAGE 2

**L'informatique, à la croisée de multiples enjeux**

LIRE EN PAGES 8 - 9

A propos du livre de Damette et Scheibling :
*Pour une stratégie autogestionnaire*

# Le discours autogestionnaire du PCF

**Par Jean LERMET**

**Naguère très hostile à l'autogestion, le PCF en est venu, au cours des dernières années, à se rallier à cette perspective au point de déclarer désormais qu'elle constitue *«une notion centrale de sa stratégie»* (1), et de se présenter lui-même comme *«la chance de l'autogestion en France»*(2). Un livre, réalisé sous forme d'interview par Gilbert Wasserman de deux géographes, Félix Damette et Jacques Scheibling, respectivement membre et collaborateur du Comité central, est paru à ce sujet aux Editions Sociales. Les deux auteurs ont été chargés de tenir des conférences destinées aux cadres du PCF: Le dernier numéro des *Cahiers du Communisme* comporte un article de Jacques Chambaz sur l'autogestion. Voici donc un thème nouveau du PCF, dont il souligne lui-même l'importance. Pour l'aborder, nous avons choisi de commencer par quelques remarques sur le livre de Damette et Scheibling qui reste à ce jour l'expression la plus complète de la manière dont le PCF développe cette nouveauté.**

La justification par Damette et Scheibling de l'adoption par le PCF d'un discours autogestionnaire comporte plusieurs aspects, allant de l'expérience récente du programme commun à une réflexion sur l'histoire propre de leur parti. Mais il est un passage important où les auteurs s'efforcent de fonder cette perspective sur les contradictions de la société française contemporaine. Désertification des campagnes, isolement des individus dans les villes modernes, crise de l'école, aussi bien que de la famille, venant se superposer à celle du travail, liquidation des traditions populaires régionales : autant de thèmes sur lesquels le PCF ne nous avait pas habitués à porter l'accent, et qui se trouvent ici mis en avant. Le chapitre, intitulé *«crise globale, crise de société»*, se conclut par des considérations sur le centralisme étatique bourgeois : *«Un des effets de la crise actuelle, c'est le renforcement de l'Etat. Il y a renforcement de la machine bureaucratique et étatique* (...) *C'est une donnée majeure du capitalisme monopoliste d'Etat et une donnée accrue dans sa crise que de faire intervenir l'Etat dans tous les domaines de la vie sociale. En contrepartie de ce renforcement du centralisme, il y a, à l'inverse, refus du centralisme et de la bureaucratie. Plus la bureaucratie prolifère, plus les gens peuvent avoir envie de prendre en mains leurs propres affaires.»* (1).

## Le centralisme colle à la peau

Nous voilà assez loin des thèmes agités au cours de la période du programme commun, où l'accent était mis principalement sur des nationalisations dont le résultat aurait été d'étendre encore la sphère d'intervention de l'Etat en lui donnant la maîtrise des secteurs décisifs de l'économie. D'ailleurs, Damette et Scheibling ne cachent pas que certains aspects au moins du passé du PCF le prédisposaient assez peu à ces découvertes : *«Notre conception d'ensemble relevait alors d'une démarche assez fortement teintée de centralisme»* (2) ; ou encore : *«L'image de marque centraliste continue de nous coller à la peau»* (3) ; et enfin : *«N'avons-nous pas l'habitude de renvoyer à l'Etat une part excessive, dans la conduite de la transformation sociale ?* (...) *Est-ce que cela ne conduisait pas à tranférer à l'Etat (ou à l'intervention du parti dans et par l'Etat) le rôle central, le rôle de coordinateur du mouvement global de transformation de la société ?»* (4). Un pas encore, et Damette et Scheibling rejoindraient presque ceux qui, avant 1978, dénonçaient le projet du PCF comme celui d'un capitalisme d'Etat.

Aussi vaut-il la peine, étant donné l'importance des transformations que semble avoir suivi la politique du PCF, d'examiner de plus près le contenu des propositions autogestionnaires du PCF aujourd'hui, et la manière dont elles se démarquent de ses positions passées.

## Quel est le rôle dévolu aux travailleurs dans l'entreprise ?

Là encore, les auteurs de *Pour une stratégie autogestionnaire* semblent y aller franchement : *«Toute démarche vers un socialisme autogestionnaire suppose que soit affaibli le pouvoir de l'Etat»* (5). En positif, les auteurs définissent deux *«lieux significatifs»* du projet autogestionnaire de leur parti, qui sont *«les entreprises et les collectivités locales»*. S'agit-il de l'entreprise ? Elle est *«le premier domaine de l'autogestion»* (6). Deux *«points d'appui essentiels»* (6) y sont définis : *«Les comités d'entreprise* (...) *sont autant de points d'appui importants»*, et d'autre part : *«Nous nous sommes prononcés pour des conseils d'atelier ou des conseils de bureau Pourquoi choisir ce niveau de base ? Parce que c'est celui où on peut le mieux traiter le problème des conditions de travail»*. (6)

Voici qui soulève deux questions : quelles seront les compétences de ces organismes ? et quelle sera dans l'entreprise le rôle réservé aux travailleurs ? En dehors de la question des *«conditions de travail»*, tout de même assez limitée quand on prétend définir un projet de société global, rien n'est dit sur le premier point. Tout au plus apprend-on que *«sur cette base, il faudra aller plus loin, la démarche autogestionnaire dans la production devra ultérieurement chercher les formes qui permettront de pousser l'intervention des travailleurs soit au niveau des groupes, soit au niveau des branches d'industrie au-delà même de l'entreprise»*. (6)

Les conseils d'atelier, les comités d'entreprise, auront-ils qualité pour débattre de l'orientation d'ensemble des choix qui déterminent la production ? Apparemment pas, puisque ces possibilités sont laissées à des *«formes»* laissées totalement dans le flou.

## «Niveau de compétence»

Au moins, aura-t-on peut-être une idée des nouveaux rapports qui pourraient prévaloir au sein de l'entreprise ainsi *«autogérée»*, au sein du personnel. Effectivement, Damette et Scheibling précisent : *«Un des axes de bataille du patronat en direction des cadres pendant la période électorale a été de les effrayer en utilisant l'autogestion comme une remise en cause de la hiérarchie et une non-reconnaissance de leurs compétences. En réalité, l'autogestion n'est pas, par nature, porteuse de conflits au sein des entreprises dans le processus d'organisation du travail.* (...) *En fait, tout le monde a un niveau de compétence, des compétences différentes, et chacun a son mot à dire et peut intervenir efficacement»* (7)

Si l'aspect prétendûment antihiérarchique de l'autogestion n'était qu'un épouvantail patronal agité pour faire peur aux cadres, cela signifie que la version du socialisme autogestionnaire proposée par le PCF laisserait intacte la structure hiérarchique au sein des entreprise. D'ailleurs, la notion de *«niveau de compétence»* confirme cette appréciation : à l'ingénieur les problèmes relevant de sa compétence d'ingénieur, au contremaître ceux qui correspondant à sa compétence de contremaître, et à l'OS les responsabilités (mais au fait lesquelles ?) que lui confèrent ses compétences d'OS. Des organismes sans pouvoir décisif sur les questions-clés, des rapports de travail inchangés au sein de l'entreprise, tel est le bilan qui ressort des propositions que le PCF fait aujourd'hui dans ce domaine. Le même, exactement, que l'on pouvait tirer en examinant de près les propositions du PCF en matière de *«conseils d'ateliers»* et de *«PDG élu»* à l'époque de la réactualisation du programme commun.

## «Le pouvoir local»

Espérons donc que les perspectives ouvertes en matière de pouvoir politique vont nous changer agréablement, en apportant du nouveau. La commune, nous l'avons vu, est en la matière le *«lieu significatif»*. Les auteurs précisent donc : *«Nous parlons nous d'autogestion communale et nous disons que le pouvoir local doit revenir aux communes»* (...) (8). Qu'est-ce-qui est supposé changer dans le fonctionnement des communes et qui permettrait de parler d'un pouvoir de décision conféré à la population ? Mystère, le sujet n'est pas abordé. Et, notons-le bien, ce pouvoir conféré aux communes restera un pouvoir *«local»* : ce qui est assez dire qu'en admettant même un changement dans leur fonctionnement interne, ce n'est pas par ce canal que les masses populaires disposeront de la possibilité de peser sur les orientations d'ensemble de la politique nationale. Où donc cela se passerait-il ? *«Ce n'est pas par hasard,* disent Damette et Sheibling, *si, dans le définition des compétences entre les différents niveaux, nous insistons sur ceux qui doivent relever du suffrage universel, de la souveraineté populaire, pour leur conférer une autonomie réelle dans la gestion, une capacité réelle de prendre en mains leurs affaires en toute autonomie par rapport aux autres niveaux»* (9). Ce dont il s'agit, c'est donc des pouvoirs dévolus aux assemblées élues actuellement existantes, conseil municipal, conseil général au niveau du département, auxquelles viendrait s'ajouter une nouvelle assemblée élue au niveau de la région. Proposition elle aussi antérieure à la *«stratégie autogestionnaire»*, contenue dans un projet de loi déposé avant les élections législatives, en décembre 1977. Là encore, rien de nouveau par rapport à la période du programme commun : la capacité de décision populaire, que le mot *«autogestion»* évoque fréquemment dans les esprits, ne reçoit ici aucune concrétisation.

## Le «niveau supérieur» : l'Etat

Reste évidemment dans ce cas la question centrale : celle de la manière dont est évoquée l'instance qui reste absente dans le livre lorsque les auteurs définissent les lieux de l'autogestion : nous voulons évidemment parler de l'Etat. Damette et Sheibling n'ignorent pas l'importance du problème : *«Au cœur de la problématique autogestionnaire, il y a la question de l'Etat»* (10). Et ils précisent : *«Nous savons parfaitement que pour transformer la société et les rapports sociaux, l'Etat est nécessaire»* (11). De même, à propos des entreprises : *«L'autogestion devra se rapprocher du niveau supérieur qui est l'Etat»* (6). Au reste, *«la rupture, ce n'est pas un moment où la machine étatique se brise et où une nouvelle classe accède au pouvoir»*. Reprenons : l'Etat est nécessaire. L'autogestion n'est pas présente à ce *«niveau supérieur»*, dont elle ne fait que se *«rapprocher»*. Et la *«machine étatique»* actuellement en place n'est pas *«brisée»*. Peut-on mieux dire que, planant au-dessus des lieux autogestionnaires dont nous avons déjà vu l'insignifiance, l'Etat reste en fait au cœur du dispositif du PCF ?

## L'«investissement» de l'Etat

Mais quel Etat, et transformé comment, puiqu'aussi bien il n'est pas brisé ? *«Il n'y aura ni dépérissement, ni conquête par l'intérieur, mais on peut considérer qu'il y aura par contre investissement de l'Etat»* (12). Qui donc *«investit»* ainsi l'Etat ? Il faut, pour répondre à cette question, un petit détour. Lorsqu'ils parlent des rapports entre le mouvement des masses et l'Etat, Damette et Scheibling l'envisagent en termes de *«traduction politique»*, dont il s'agit d'assurer la *«cohérence»* : *«Nous ne renonçons pas à l'idée d'une nécessaire cohérence... Or ces cohérences-là, on ne les trouve que dans le mouvement populaire et en particulier, dans sa force dirigeante, le parti révolutionnaire qu'est le Parti Communiste français»* (13). En effet, *«la responsabilité de coordinateur du mouvement global de la société»* devrait être rendue *«au mouvement révolutionnaire lui-même, en définissant ce mouvement révolutionnaire comme l'articulation entre le mouvement populaire et le parti révolutionnaire qui a pour charge de l'impulser et de l'orienter»* (14). Le mouvement des masses doit être traduit de manière cohérente par l'investissement de l'Etat, et le PCF est la seule instance en mesure d'assurer la cohérence de cette traduction politique. Est-il nécessaire d'en dire plus long pour aboutir à la conclusion que l'essentiel dans l'autogestion c'est l'investissement de l'appareil d'Etat par le PCF ?

## Et l'union de la gauche ?

En somme, le peu qui transparaît du projet apparemment nouveau du PCF à travers le livre de Damette et Sheibling rappelle à s'y méprendre les propositions de ce parti avant les élections de 1978. Il serait pourtant étonnant qu'il n'y ait, dans la nouvelle ligne *«autogestionnaire»*, qu'un simple trompe-l'œil. Sans nous étendre sur ce point, relevons

**SUITE PAGE 10**

---

*1) Félix Damette et Jacques Scheibling :* Pour une stratégie autogestionnaire (*Editions Sociales, décembre 1979*) *P.95*
*2) ibid P.14*
*3) ibid P. 68*
*4) ibid P.143*
*5) ibid P.155*
*6) ibid P126-127*
*7) ibid P.129 et 131*
*8) ibid P.136*
*9) ibid P.137*
*10) ibid P.142*
*11) ibid P.109*
*12) ibid P.165*
*13) ibid P.152 et 153*
*14) ibid P.143*
*15) ibid P.148*
*16) ibidem*

# Libération de Colette Meynard !

Depuis le 9 juillet, Colette Meynard est en prison. Entrée en *«prévenue libre»* dans le box des accusés de la Cour de Sûreté de l'Etat, elle en est ressortie entre les gendarmes, condamnée à l'incroyable peine de cinq années de prison, dont 30 mois fermes.

Incroyable est bien le mot qui convient, tant la condamnation est aberrante au regard du dossier d'accusation et des preuves fournies par le pouvoir. Quels sont donc les faits ?

Dans le cadre de ses enquêtes contre les militants nationalistes corses, la police découvre mystérieusement la copie d'un document qui fait état de contacts entre des militants du FNLC et des membres de la Résistance Palestinienne. Ce document, ou plutôt cette copie, authentifiée par personne porte un nom : rapport Natale. Très rapidement, la police formule *«son»* hypothèse, qu'elle maintiendra contre vents et marées. *«Natale»* en langue corse, signifie Noël ; or, parmi les militants se réclamant du FNLC et qui sont en prison, il y en a qui s'appelle Pantaléone Alessandri, dit Léon. Léon, c'est l'anagrame de Noël. Donc Alessandrie est l'auteur du rapport Natale ! Décrit pour la circonstance, comme *«l'un des plus dangereux terroristes du FLNC»*, Pantaléone Allessandri est allé au Liban, en mars 1978, en compagnie d'un autre Corse, Laurent Cavili (qui ne se réclame d'aucune organisation), et de Colette Meynard, enseignante, militante syndicale du SGEN 93. Donc, pour l'accusation, Cavili et Colette Meynard ont participé à l'élaboration du rapport Natale, ils ont pratiqué une *«entente dans le but de commettre des crimes contre les biens et les personnes, en liaison avec une entreprise tendant ou consistant à porter atteinte au territoire national»*. La police et la Cour de Sûreté de l'Etat n'apportant — et pour cause — pas la moindre preuve de leurs accusations. Lors de l'instruction, comme au moment du procès, tout marchera par présomptions : Colette Meynard affirme sa solidarité avec les militants corses réprimés par le pouvoir ? C'est un élément qui va dans le sens de sa condamnation. Elle a bien été au Liban en mars 1978, en compagnie des deux militants corses ? Encore un élément de condamnation ! Elle a été, comme beaucoup de visiteurs à Beyrouth, dans un bureau d'information du Fath, elle a visité un camp de réfugiés ? C'est la preuve de ces contacts avec les Palestiniens ! Le procureur, lors du procès, multipliera les présomptions de ce type, seules pièces du dossier.

Et pourtant, sans l'ombre d'une preuve tangible, sur la base de simple suspicions, Colette Meynard a été condamnée à cinq ans de prison, et aussitôt incarcéré. Laurent Cavili, détenu depuis plus longtemps, a été condamné à la même peine. Quant à Pantaléone Alessandri, accusé aussi d'attentats, il a été condamné à douze ans de prison.

Tout cela est extrêmement grave.

Colette Meynard est en prison pour ses opinions : à l'évidence, elle n'aurait même pas été inquiétée si elle avait professé d'autres opinions politiques que les siennes, contre la répression qui frappe les militants corses.

Colette Meynard est en prison pour l'exemple : incapable de répondre aux aspirations du peuple corse, le pouvoir entend aujourd'hui intimider tous ceux qui, sur le continent, affirment leur solidarité.

Colette Meynard est victime, non pas d'un déni de justice, mais d'une décision politique. La Cour de Sûreté de l'Etat — juridiction d'exeption qui n'a son équivalent nulle part en Europe — agit directement sur ordre du gouvernement. C'est lui qui décide de la rigueur des condamnations, comme c'est lui qui décide, dans d'autres cas, de la mansuétude des juges. Aucun recours n'est possible.

Selon la logique du pouvoir, les *«présomptions»* pesant sur Colette Meynard, pèsent aussi sur nombre de militants politiques ou syndicaux. La même machine qui l'a condamnée, peut demain en frapper d'autres. En ce sens, défendre Colette Meynard, exiger sa libération immédiate, c'est défendre les libertés démocratiques.

C'est sur cette base que se développe une campagne de solidarité et de mobilisation. En Seine-Saint-Denis, là où enseignait Colette Meynard, le SGEN-CFDT a intensifié sa campagne à l'occasion de la rentrée scolaire. Un tract, signé conjointement par l'Union Départementale CFDT, le SGEN et la FEN, a été distribué à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Il exige la libération de Colette Meynard, et sa réintégration dans l'Education nationale. Une campagne de cartes postales, destinées à l'Elysée, va prochainement être mise sur pied. Le comité de soutien aux prisonniers politiques milite lui aussi pour la libération de Colette Meynard, tandis qu'en Corse-même, une journée d'action, à laquelle participait le PS, a eu lieu pour dénoncer le verdict du 9 juillet, ainsi que toutes les autres condamnations qui frappent les militants.

Colette Meynard, qui subit des conditions de détention particulièrement difficile à Fleury-Mérogis (elle est isolée, et ne peut bénéficier que de peu de visites), reçoit aussi de nombreuses lettres de soutien et d'amitié, tandis qu'une solidarité financière se développe aussi.

L'intensification de cette campagne est la condition de la libération de Colette Meynard, et de la défense des libertés.

# Pologne : les pressions soviétiques

Il y a peu de temps encore, les commentaires à propos des événements de Pologne étaient surtout axés sur ce qui se passait à l'intérieur même du pays. Désormais, un autre problème occupe pratiquement le devant de la scène : quelles sont les répercussions possibles des grèves victorieuses de cet été sur l'équilibre du bloc des pays de l'Est ?

A l'origine de ces interrogations, les réactions soviétiques. Des mouvements de troupes inhabituels aux frontières de la Pologne, qui ne seraient pas liés aux récentes manœuvres des troupes du Pacte de Varsovie, ont été signalés par le Département d'Etat Américain. Dans le même temps, un article de la *Pravda* du 20 septembre renouait avec le style qu'il avait adopté quelques semaines plus tôt, mettant en garde contre *«les activités anti-gouvernementales»* en Pologne, financée par l'étranger, en particulier les syndicats américains et *«les revanchards allemands»*. Il affirme en conclusion que *«les calculs de ceux qui espèrent détourner la Pologne de la voie socialiste et refaire la carte de l'Europe d'après-guerre, sont illusoires...»*. Assurément, même si la menace d'une intervention soviétique est plus, pour l'instant, un moyen de pression pour que la situation soit rapidement *«normalisée»*, comme le dit *La Pravda*, il est certain que les autorités soviétiques surveillent de près ce que se passe aujourd'hui en Pologne. D'autant plus qu'elles craignent que les acquis des travailleurs polonais donnent des idées aux travailleurs d'autres pays de l'Est. Il ne peut leur échapper que ce qui est à l'origine de la colère des travailleurs de Pologne existe, sous des formes diverse, dans l'ensemble des pays de l'Est, y compris en URSS. La reconnaissance du droit de grève, des syndicats libres, remet donc en cause ce qui fait pour eux la base même du modèle de sociétés qu'ils défendent. Il y a donc là un enjeu vital. C'est pourquoi, on assiste en URSS à une grande campagne sur le rôle des syndicats soviétiques *«au service des travailleurs»*. C'est pourquoi, en Tchécoslovaquie, Rude Pravo réaffirme plus sèchement que *«le droit de grève dans un pays socialiste est contraire aux intérêts des travailleurs»*. C'est bien la remise en cause des bases même de ces système qu'ils craignent par dessus tout. Il ne faudrait donc pas, dans leur optique, que la victoire des ouvriers polonais soit trop éclatante, qu'elle se concrètise trop dans les faits, qu'elle apparaisse comme à portée de la main dans d'autres pays de l'Est aussi. C'est pourquoi, autant qu'ils le peuvent, les dirigeants soviétiques font tout pour que la *«normalisation»* soit rapide, pour que les accords de Gdansk soient vidés de leur contenu.

Effectivement, sur le terrain, on assiste de plus en plus à une série de freinages de la part du nouveau gouvernement polonais. La poursuite de conflits entraîne visiblement des contradictions au sein du POUP, où de nouveaux limogeages ont été effectués. Mais ce qui domine, c'est la volonté de grignoter au maximum ce que les grévistes avaient arraché. Lech Walesa déclarait récemment, lors d'un *«congrès»* des syndicats libres : *«Les autorités commencent à nous les arracher petit à petit parce que nous sommes pas assez ferme... Nous avons été trop conciliants, et les autorités, par leurs gestes diplomatiques en ont profité. Il faut changer cela radicalement.»* Comparant la situation d'aujourd'hui et celle de 1956, de 1968 et 1970, il ajoutait : *«Cette fois, nous sommes allés plus loin. Nous avons obtenu beaucoup plus. C'était prévu. Mais maintenant, nous disons non, et nous allons agir en conséquence»*. Il reparle éventuellement de grèves : *«Il va falloir réfléchir à ce qu'on peut faire, y compris la grève. Concrètement, fermement, fini la rigolade, on essaie de nous attirer sur une voie de garage»*...

Dans ce contexte, devant la volonté ouvrière de ne pas se laisser voler la victoire, la pression soviétique risque d'être de plus en plus pesante.


**Abonnez - vous à *Pour le Socialisme***

6 mois : 100 F.
1 an : 200 F.


# Le «waterdiams» rebondit

*«J'oppose un démenti catégorique et, j'ajoute, méprisant»*. Par cette formule tranchante, Giscard d'Estaing pensait mettre un point final le 27 novembre 1979 à la télévision à ce que tout le monde appelle désormais le «waterdiams» ou plus simplement «l'affaire des diamants de Bokassa».

Hélas, il faut bien constater que les démentis présidentiels sont de nos jours de plus en plus sujets à caution. Ne voilà-t-il pas que le «cher parent» en personne téléphone pendant plus d'une heure de sa «résidence» d'Abidjan au *Canard Enchainé* le 9 septembre 1980. Au cours de cette communication, il confirme tout ce qui a été révélé sur les cadeaux, employant par exemple des expressions telles que : *«Vous ne pouvez pas imaginer ce que j'ai remis à cette famille-là (de diamants NDLR) je vous assure, vous ne pouvez pas imaginer»*. Par ailleurs, Bokassa *«affirme et confirme»* que Roger Delpey, ancien sous-officier de l'armée française devenu ami de l'ex-empereur, connaît l'épais dossier des relations Giscard-Bokassa dans ses moindres détails. Delpey a été arrêté le 10 mai dernier par la DST et se trouve détenu, accusé sans le moindre bout de commencement de preuve «d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère», en l'occurence la Libye. En fait, Delpey aurait en sa possession, cachés quelque part, 187 documents authentiques extrêmements compromettants pour Giscard et sa famille. De quoi inquiéter le président !

Tout le monde s'est évidemment posé la question : comment Bokassa que personne n'avait pu approcher ni contacter et qui, depuis son renversement, rumine sa vengeance à Abidjan dans une résidence étroitement surveillée en permanence et en commun par des agents très spéciaux français et ivoiriens, a-t-il pu aussi facilement et aussi longuement communiquer avec la rédaction du *Canard Enchainé* ? D'autant que, pour éviter toute contestation sur l'authenticité du coup de téléphone et sur son contenu, «papa bok» a écrit de sa main une lettre de confirmation, publiée par l'hebdomadaire l'*Express*.

Des personnes généralement bien informées ont révélé que le président ivoirien Houphouët-Boigny nourrissait quelque ressentiment à l'encontre de Giscard. Il ne supporte plus, parait-il d'être considéré désormais comme la cinquième roue du carosse africain et souffrirait de voir ses avis et points de vue superbement ignorés dans de nombreuses affaires de politique africaine du président français. De là à penser qu'il aurait laissé jouer ce sale tour à Giscard, il n'y a qu'un pas que certains ont déjà franchi. D'autres (ou les mêmes) n'hésitent pas à mettre directement en cause la «branche gaulliste profondément anti-giscardienne, du SCEDE». Certains agents de ce service secret français auraient parfaitement pu utiliser leurs moyens pour faciliter la vengeance du dictateur déchu et par-là même charger Giscard d'une très sale affaire au moment où s'ouvre la campagne pour les présidentielles.

En tout cas, un témoin essentiel est pour l'instant dans l'impossibilité totale de s'exprimer, mis au secret par la grâce de ce que l'on appelait naguère une «lettre de cachet».

## La candidature Lalonde

**Beaucoup rêvaient Dumont, tous espéraient Cousteau, mais ce sera Lalonde le candidat écologiste. Même si l'on fait abstraction des candidatures Delarue et Garaudy, Brice Lalonde est loin d'apparaître comme le fédérateur des écologistes : les uns le jugent *«opportuniste»*, d'autres le trouvent *«trop marqué à gauche»*.**

**Pendant dix mois les écologistes ont marché sur des œufs pour trouver un candidat commun, chaque groupe travaillant à renforcer ses positions pour éviter que l'autre ne pratique une OPA sur le mouvement. Mais dès les premières approches, le représentant de SOS Environnement s'est proclamé candidat. Et aux «primaires» organisées en juin par les autres écologistes, Brice Lalonde, principal animateur du RAT n'a devancé Philippe Lebreton, président du MEP, qu'au second tour. Désigné par 930 militants seulement, élu à peine avec 113 voix d'avance, soutenu par Paris (358 voix à Paris contre 99) plus que par la province, Lalonde se tient sur un fragile piedestal.**

**Voilà qui traduit les difficultés profondes que connaît depuis environ deux ans le mouvement écologiste. Amené à se déterminer face aux échéances politiques, les composantes du mouvement vont se diviser. Les toutes premières manifestations de ces divisions apparaissent après le rassemblement de 1977 à Malville lorsque les mobilisations anti-nucléaires perdront de leur portée.**

**Le mouvement écologiste qui avait forgé son unité dans les luttes anti-nucléaires de 1973 à 1977, qui avait pris son essor après ses succès aux municipales de 1977, a aujourd'hui perdu de sa force et n'arrive plus à conserver l'apparence de l'unité.**

**Présenter le mouvement écologiste oblige donc à retracer sa récente évolution et à dégager les éléments moteurs de sa nouvelle situation. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire ci-dessous.**

**Le fait que le mouvement écologiste s'affirme toujours comme une force politique avec laquelle il faut compter tient pour une large part à la pertinence des problèmes qu'il soulève. Il importe donc d'examiner aussi la nature des réponses avancées par les écologistes. Dans le cadre de cette première approche, nous nous sommes limités à la question de l'Etat, telle que l'aborde le RAT.**

# Où en est le mouvement écologiste ?

**Par Didier DELORME**

*Malville 1977, un tournant pour le mouvement écologiste*

Le combat écologiste naît dans les années 70 d'une nouvelle prise de conscience politique. Les écologistes mettent le doigt sur toute une série de problèmes contournés par le PCF et le PS : aggravations considérables des atteintes au cadre de vie, problèmes de croissance, de choix énergétiques. Protecteurs de la nature, défenseurs du cadre de vie et *«intellectuels de la survie»* — l'expression est de Lalonde — forment très vite un courant qui trouve sa spécificité dans l'autonomie vis-à-vis de toutes les forces politiques. Aux travers de leurs revendications, les écologistes entendent en effet remettre en question le jeu de la politique traditionnelle.

Ces composantes du courant écologiste trouveront une unité conjoncturelle dans les luttes anti-nucléaires.

En 1973, une centaine d'associations réclament un *«moratoire du nucléaire»*.

Après la candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974, on peut dire que s'est constitué un mouvement écologiste. Nébuleuse aux contours très flous qui digère facilement tous les groupes de sa périphérie rassemblement sans projet explicite qui affirme son existence dans le projet catégorique du programme nucléaire.

Les municipales de 1977 consacrent l'expansion du mouvement : les comités locaux fleurissent et des candidats «verts» obtiennent souvent 10 %, parfois 20% des voix.

Trois grandes associations dominent alors le mouvement : SOS Environnement, le RAT et le Mouvement Ecologique et leurs caractéristiques sont déjà bien dessinées. En dépit de la diversité des associations écologistes, les contradictions entre elles ne sont pas bien développées et les listes communes s'élaborent sans difficultés. Les municipales n'offrant que des enjeux locaux, les programmes constitués ça et là peuvent garder leurs différences. Notons cependant que quelques groupes qui avaient esquissé un programme municipal général, échouent dans leur tentative : la charte de St-Omer sera récusée par la plus part des autres groupes pour avoir été élaborée sans débat et n'être qu'un catalogue de vingt revendications.

Le mouvement écologiste connaît donc dans ces années 1976-1977 une certaine euphorie. Aussi les législatives vont-elles décevoir bon nombre de militants. Plusieurs représentants du mouvement estiment que *«5% sur un tiers des circonscriptions, ce n'est pas si mal, mais ce n'est pas une grande victoire»*. Cette relative stagnation marque la fin de l'illusion d'une poussée électorale continue.

### Le clivage du mouvement

Fin 1977, début 1978, apparaissent en effet des difficultés qui s'expliquent par un certain nombre d'éléments.

Pendant l'enfance du mouvement (1970, 1977) les écologistes ont accumulé une foule de points d'interrogations et ont laissé dans l'ombre d'importantes questions : quelle attitude adopter vis-à-vis des partis de gauche ? Quels liens tisser avec les *«nouveaux mouvements sociaux»* ? Face à la répression de l'appareil d'Etat, comment répliquer ?

Faut-il «restreindre» l'Etat ou le détruire ?, etc. Confronté à de nouveaux problèmes, les composantes du mouvement écologiste seront amenées à préciser leur programme et à corriger leurs analyses. Cette logique encore à l'œuvre aujourd'hui, développera les contradictions dans un mouvement fourre-tout où en 1977 les poujadistes de l'environnement qui se maintenaient et les *Amis de la terre* anti-capitalistes de Marseille trouvaient tout aussi bien leur compte. En approfondissant leurs conceptions MEP et RAT aboutissent à des analyses de la société bien différentes. La technocratie constitue pour le RAT la nouvelle classe dominante, pour le MEP, elle n'est qu'un effet du système.

Pour certains membres du RAT, les écologistes n'interviennent dans la lutte anti-technocratique qu'en tant que composante de *«mouvement sociaux»*. Pour le MEP les écologistes ont un rôle spécifique à jouer et *«prendre en charge la politique»*

C'est dans la mesure où les groupes écologistes ont une dimension politique et non corporatiste, que les développements de la lutte des classes les font se dégager de la «nébuleuse» des groupes écologistes. Ces divisions connaîtront d'autres prolongements.

Devant l'échéance des Européennes les groupes n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente. Dès octobre 1978, le RAT décide de ne pas participer à ce scrutin ; son principal animateur, Lalonde, tente plusieurs négociations avec le PSU et le MRG pour faire une liste commune. Il renoncera six semaines avant le dépôt des candidatures.

Malville 1977 : face à la répression policière, bon nombre de manifestants s'enferrent dans le débat violence-non-violence. Au nom de la violence érigée en principe, certains membres des Comités Malville renvoient dos à dos manifestants et forces de l'ordre. Un point de vue qui restera minoritaire dans les comités.

Les écologistes ont su mobiliser l'opinion sur la question du nucléaire, néanmoins la bourgeoisie a fait passer son programme. Cet échec de la bataille du non au nucléaire, aura pour conséquence de faire apparaître encore plus nettement les points de clivage cités plus haut. Les groupes écologistes ne pourront plus construire sur le terrain une unité de façade.

Enfin si ces contradictions se développent aussi rapidement, c'est que la situation politique du mouvement y est propice. En 1978 refuser d'entrer dans le jeu de l'affrontement des coalitions bourgeoises, avait un caractère subversif. Lors des législatives de mars 1978 les écologistes bénéficieront du rejet de cet affrontement. Après 1978, l'éclatement de la gauche affadit le *«ni droite, ni gauche»* des écologistes. L'écroulement de la perspective d'une victoire de la gauche provoque une crise au PCF et comme au PS. Devant le renouveau du débat politique qu'il s'ensuit, continuer à rejeter en bloc ces formations n'est sans doute pas une bonne tactique pour s'emparer de la situation nouvelle.

### L'essouflement du mouvement

Les divisions du mouvement écologiste vont entraîner une démobilisation militante.

L'échec du rassemblement de la Hague, fin juin 1980, en est significatif. La coordination nationale anti-nucléaire a refusé que la CFDT coordonne le rassemblement. Motifs, la centrale syndicale *«contestait certains mots d'ordre»*. Les organisations avaient prévu un *«rassemblement pacifique et musical»*, les quelques «autonomes» un épisode de la *«guerre à l'Etat»*. Les briseurs d'Etat casseront quelques vitrines à Sainte-Mère-L'Eglise, assez pour couper les 15 000 manifestants des habitants de la région.

Le rassemblement de Plogoff sans offrir un tel tableau n'a pas non plus atteint ses ojectifs de jonction du mouvement avec la population en lutte.

Le mouvement écologiste aborde les présidentielles dans une situation tout-à-fait nouvelle.

En 1977, il réalisait son unité dans le flou des thèmes de l'écologie. Confronté depuis à d'importants changements du paysage politique, le mouvement est à la recherche d'un second souffle et pour sa clarification au prix de divisions significatives. La présence de trois candidats susceptibles de représenter l'écologie aux présidentielles fera planer sur le mouvement écologiste la menace de l'éclatement.

# Les trois quartiers du mouvement écologiste

Depuis que les écologistes sont apparus comme une nouvelle force politique, trois associations constituaient l'essentiel du mouvement. C'est à partir de la création du MEP en février 1980, que le tableau a nettement changé.

Les *«Amis de la Terre»* se sont constitués en réseau en novembre 1977. Ce réseau marie des groupes autonomes *«liés par des objectifs communs et des pratiques voisines»*, et un bureau national permanent, organe de gestion, mais aussi de réflexion. Le RAT représente la plus grande organisation écologiste : il revendique aujourd'hui 3 000 militants et 160 groupes (70 en 1978). Les grandes orientations et les décisions sont prises chaque année en assemblée générale. Cette structure souple, établie par souci de *«rupture avec le centralisme»*, laisse de fait, la direction à son principal animateur, Brice Lalonde.

Touraine, sociologe, membre du PS, qui fait jouer aux *«nouveaux mouvements sociaux»* (femmes, régionalistes...) un rôle central dans les transformations sociales, influence bon nombre des A.T.. Aux *«Touraine»*, on oppose généralement les *«basistes»*, qui défendent l'écologie sur le terrain des luttes et les *«pragmatiques»* qui cherchent par des actions ponctuelles à peser sur les décisions gouvernementales. Toutefois ces subdivisions ne rendent pas compte de toute la diversité des groupes du réseau : certains A.T. se réclament de l'autonomie.

Deux traits caractérisent politiquement le R.A.T.. Tout en affirmant son indépendance vis-à-vis des partis, le R.A.T. et surtout Lalonde ont montré leur inclination pour le PS. En dépit de ses dernières tentatives, le R.A.T. a du mal à définir en positif son projet de société et ne présente pour programme qu'une *«énumération de mesures»*. Le R.A.T. propose de *«produire mieux»*, de *«consommer moins»*, sans poser la question de la propriété des moyens de production, ni celle des rapports de production. Le R.A.T. s'attaque aux mauvaises conditions de travail, et à multiples autres conséquences du développement anarchique de la production sans les relier au type de société capitaliste qui les engendre. Cependant il propose clairement de *«désaisir progresssivement l'Etat de ses pouvoirs»* et dénoncent *«le pillage du tiers-monde»*.

Le Mouvement d'Ecologie Politique est créé en février 1980 par les principaux animateurs d'Europe-Ecologie. Il s'est construit sur les décombres du *«Mouvement Ecologique»*, mais réunit d'autres défenseurs de la nature, des militants de gauche ou d'extrême-gauche. Présidé par Philippe Lebreton, le MEP est dirigé par un conseil national, structure hybride, élue pour moitié par des assemblées régionales. L'autre moitié est désignée par l'assemblée générale de tous ses adhérents. Le nombre d'adhérents au MEP, de 429 à l'origine doit approcher le millier.

Comme le RAT, le MEP s'affiche avant tout comme un mouvement politique, à cette différence que le MEP entendait se doter d'un programme général et d'une structure très nette. En apparaissant comme porteur d'une réfléxion plus cohérente, le MEP espérait s'instituer en fédérateur des autres organisations.

Le MEP reprend des thèmes classiques de l'écologie (autoproductivisme, refus du nucléaire), partage les analyses du RAT sur le Tiers-Monde, mais contrairement au RAT, ne fait pas de la technocratie la base d'analyse théorique de notre société.

Le MEP entend dénoncer nettement *«l'économie de profit à l'Est comme à l'Ouest»*, *«sans fonder prioritairement ses analyses sur la lutte des classes»*.

SOS Environnement, présidé par J.C. Delarue, regroupe la Fédération des Usagers du Transports et quelques associations de défense du cadre de vie. SOS Environnement est surtout implanté dans les banlieues du sud-ouest parisien. Assez bien structuré, le réseau SOS Environnement se définit surtout comme un groupe de pression où des notables de l'écologie trouvent facilement place.

Dans son manifeste, SOS Environnement présente des réformes de démocratie locale et un nouvel aménagement du territoire, communes à la plupart des programmes écologistes. Mais Delarue propose aussi de *«développer un véritable pouvoir du consommateur»*. Poujadisme généreux qui demande *«la solidarité à l'égard des exclus»* et prêche les économies d'énergie pour échapper au nucléaire et... *«à la pression des pays producteurs de pétrole»*.

Nommé récemment par Giscard au *«Haut Comité à l'Environnement»*, Delarue s'écartera du MEP dès sa consitution.

Le troisième collège, coorganisateur avec le MEP et le RAT des assises écologistes de Lyon en mai dernier, rassemble ceux qui refusent toute organisation politique centralisée et sont partisan d'une totale autonomie vis-à-vis des partis politiques.

*Brice Lalonde, candidat aux présidentielles*

# De «l'Etat envahisseur» à la «technocratie dominante»

**Par Loïc LEGARREC**

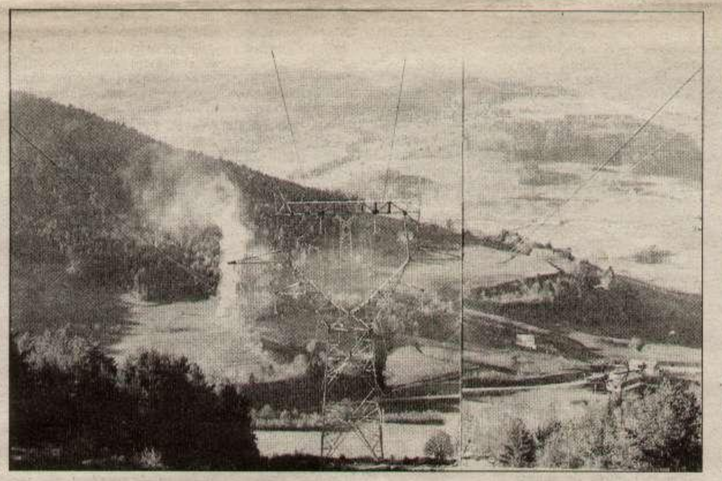
Chez les écologistes, la sensibilité anti-étatique est vive. Ce qui est avant tout dénoncé, c'est le développement gigantesque de l'Etat. Celui-ci envahit tous les secteurs de la société et veut soumettre à sa loi les individus et les collectivités qui ne peuvent alors vivre de façon *«autonome»*, et affirmer leur diversité. Dans la société actuelle, constatent les écologistes, toute action ou initiative individuelle ou collective qui veut s'affirmer est aussitôt *«enserrée»* dans un réseau institutionnel qui tend à l'étouffer et transforme les individus en des êtres passifs et dépendants..

La première représentation qui est ainsi donnée de l'Etat est celle d'un énorme organisme qui ne cesse de s'étendre en *«dévorant»* la société : *«Ce qui nous inquiète,* déclarait Brice Lalonde en *77, c'est lorsque l'Etat décide de tout, s'élargit sans cesse, aspire toute la réalité sociale...L'Etat aspire à tout gérer, la nature, l'économie, le travail. Le sens de l'Etat, le service de l'Etat deviennent les qualités majeures, les valeurs suprêmes.»* *

Ces textes lyriques cherchent ainsi confusément dans la biologie et semble-t-il dans la littérature et le cinéma de science fiction, un schéma pour l'explication des phénomènes politiques. Il est vrai que Brice Lalonde déclare alors que : *«La politique est du ressort de la morale et de l'imaginaire plus que de la science et du réel, qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite.»*(2) *Ainsi l'Etat semble être poussé à dévorer la société par une logique interne assez mystérieuse. Cette refondation qui fait appel à des schémas issus de la biologie porte en fait, la marque de cette conception religieuse de l'Etat qui comme l'indique Lénine, tend à en faire «quelque chose de divin, quelquechose de surnaturel, quelque chose qui n'a rien d'humain, ou plus exactement en constitue l'image inversée»*.

Et cette vision embrouillée et terrifiante du développement de l'Etat va en fait de pair avec la conception plus nette et pour le moins naïve d'une situation originaire où l'Etat, distinct du pouvoir politique ne remplissait que des fonctions administratives : *«A l'origine, ce mot (l'Etat) ne désignait que l'administration publique. Mais celle-ci s'est agglutinée autour du pouvoir politique national pour former un noyau compact qui ne cesse d'étendre son emprise sur les activités sociales. L'attraction devient irrésistible.»* (3)

En fait, derrière la confusion d'un certain type de discours écologique, on retrouve par le biais de la représentation d'un Etat originaire neutre, limité à de pures fonctions administratives, la représentation bourgeoise de l'Etat au-dessus des classes, telle qu'elle apparaît à travers l'idéologie du service public.



△
*L'EDF, un exemple, pour les écologistes, d'une «immense et lointaine machine économique ou administrative».*

Cette dénonciation de *«l'Etat envahisseur»* s'accompagne d'une assez grande confusion dès qu'il s'agit d'en expliquer les mécanismes.

Dans certains textes, l'Etat est en effet présenté comme une sorte d'organisme quasi biologique assez terrifiant, qui *«exerce des ravages dans l'éco-système et tend à s'y substituer. L'Etat devient donc tout uniment la forme que se donne l'espèce humaine sur la terre, et, par conséquent celle qu'elle imprime à la Nature. On dirait un véritable organisme se constituant à notre insu dans une débauche d'énergie et un grand chambardement de matériaux. [2]La grande machine ne serait que l'état larvaire d'une entité monstrueuse en voie d'émergence»*. (1)

### Une clarification ?

Récemment, le *«Réseau des Amis de la Terre»* exprimait son intention de passer *«doucement du témoignage à l'engagement, c'est-à-dire du comportement de minorité intégriste à une attitude plus consciente, combative et responsable, de la simple propagande idéologique à l'organisation sérieuse d'un mouvement qui résiste, rassemble et propose des solutions de remplacement»*. (4)

Cette volonté de l'efficacité va de pair avec l'abandon des analogies avec la nature et de la morale pour tenter d'expliquer et d'agir sur la société. Ainsi les *«Amis de la Terre»* ont été amenés à préciser la cible de leur lutte. Dans cette démarche, l'influence directe d'Alain Touraine semble avoir été importante ; à la dénonciation globale de l'Etat, s'est maintenant substituée la lutte contre la *«technocratie»* qui constituerait la *«chambre du pouvoir moderne»*. C'est contre les organismes technocratiques, *«immenses et lointaines machines économiques ou administratives»*, dont EDF constitue l'exemple particulièrement net, que les écologistes des *«Amis de la Terre»* entendent avant tout mener leur combat. Dans le projet du manifeste des *«Amis de la Terre»*, soumis à la discussion des groupes locaux, on peut ainsi lire : *«Pour les Amis de la Terre, la technocratie est la principale responsable de la crise écologique. Les écologistes expriment le conflit central des sociétés modernes, qui opposent les populations et les travailleurs aux organismes technocratiques»*. (5)

Cette analyse de la société qui donne une place déterminante à la technocratie est fortement critiquée par le Mouvement d'Ecologie Politique (MEP). Celui-ci considère que la lutte doit se mener avant tout contre le système productiviste dont la *«technocratie»*, n'est qu'un effet, et il voit dans les nouvelles propositions des *«Amis de la Terre»*, une sorte de détournement du combat écologique.

Les textes récents du *«Réseau des Amis de la Terre»* ne remettent cependant pas vraiment en cause les conceptions antérieures de l'Etat, mais viennent bien plutôt les préciser. L'Etat est présenté comme *«contrôlé»* par des groupes qui sont *«les partis de la majorité présidentielles, le patronat et les technocrates»* (6). Ces derniers semblent avoir au sein de l'Etat un poids prépondérant puisqu'ils lui imposent leur propre projet : un programme nucléaire, EDF, *«un Etat dans l'Etat»*, restructurations industrielles, aménagement du territoire, transport, etc...

**SUITE PAGE 6**

## De «l'Etat envahisseur» à la «technocratie dominante»

SUITE DE LA PAGE 5

Ainsi l'extension de l'Etat va-t-elle de pair avec celle de la technocratie dans la mesure où celle-ci semble de plus en plus dominante. Et les *Amis de la terre «s'insurgent plus particulièrement contre la concentration accrue du pouvoir étatique et technocratique qui empêche les individus et les collectivités de vivre leur diversité».* (7)

Ces précisions apportées ne changent pas fondamentalement les choses et laissent la porte ouverte à la même conception de l'Etat; celui-ci est en effet présenté comme un *«instrument»* dont ce serait *«emparé»* des groupes au premier rang desquels se trouve la technocratie. L'administration publique originairement neutre se trouve maintenant *«agglutinée»* autour de ces pouvoirs et sa mission originaire doit s'en trouver considérablement affectée. La technocratie, le patronat et les partis politiques se sont accaparés l'Etat et ont pu ainsi le faire dévier de ses fonctions premières. L'Etat en quelque sorte se serait fait usurper ses fonctions *«naturelles»*. A partir de là, on peut déjà entrevoir quel type de proposition politique peuvent découler d'une telle analyse.

### Une interprétation confuse de phénomènes nouveaux

Dans la critique de l'Etat, les écologistes mettent en lumière à leur façon des phénomènes bien réels. Tout d'abord, ils soulignent le développement considérable de l'Etat depuis le début du siècle, l'élargissement de sa mainmise et de son contrôle dans de nouveaux domaines. Dans le secteur industriel, l'Etat intervient par une série de moyens : planification, subventions, fiscalité..., et prend directement en main un nombre grandissant d'industries par le biais des nationalisations ou des prises de participations majoritaires dont le cas de la sidérurgie fournit un exemple récent. Mais cette intervention de l'Etat ne s'arrête pas là. Elle s'est en effet élargie hors des lieux de travail, dans les secteurs qui touchent directement la vie quotidienne : transport, urbanisation, santé, culture... Et les écologistes sont particulièrement sensibles à ces nouveaux aspects. D'autre part, leur dénonciation de la technocratie révèle les modifications qui se sont opérées dans les structures des directions et de pouvoir des secteurs économiques entre l'époque où l'entrepreneur capitaliste posssédait et dirigeait directement son usine et celle du règne des conseils d'administration des grands trusts et des holdings financiers.

Ces phénomènes nouveaux soulignés, l'interprétation que tentent d'en donner les écologistes reste des plus confuses malgré la volonté de clarification. Cette confusion ne peut réellement masquer une conception idéaliste de l'Etat. Celui-ci est conçu dans un premier temps comme ayant sa propre logique sans qu'on arrive réellement à saisir sur quoi elle repose, les métaphores biologiques viennent alors remplacer l'absence d'analyse. Les précisions concernant la technocratie se heurtent à la même limite : ces immenses *«machines économiques ou administratives»* semblent posséder elles aussi leur propre logique interne sans que celle-ci trouve son fondement dans la base économique. Il semble qu'on ait alors affaire à de purs phénomènes de pouvoir complétement détachés de la base matérielle. C'est que l'investissement par l'Etat de nouveaux secteurs est pensé en dehors même du développement du capitalisme et de sa logique de profit. Les éléments proprement capitalistes semblent devoir être du reste strictement limités aux entreprises et la classe bourgeoise au *«patronat»*. Patronat, technocratie, et partis politiques apparaissent ainsi comme des phénomènes isolés les uns des autres et l'Etat *«plane»* au dessus des classes. La lutte de la société civile contre l'Etat ou des *«nouveaux mouvements»* contre la *«technocratie»* ne peut alors manquer de prendre l'allure d'un conflit métaphysique entre des entités abstraites, nouvelles figures modernes du bien et du mal.

Les *Amis de la terre* affirment aujourd'hui aborder la phase de l'engagement, de l'*«organisation sérieuse d'un mouvement qui résiste, rassemble, propose des solutions de remplacement»*. Ce n'est visiblement pas sur ce terrain que les écologistes semblent le plus assurés.

Mais c'est encore avant tout sur le mode du témoignage qu'ils nous interpellent. A leur manière ils révèlent en effet que le capitalisme envahit tous les aspects de la vie, entraînant une dégradation accélérée des conditions d'existence, en dehors même des lieux de travail. Mais si la classe ouvrière est la première touchée, ce phénomène touche aujourd'hui des couches beaucoup plus larges, à leur manière, les écologistes en constituent une des plaques sensibles.

---

1) Quand vous voudrez *de Bice Lalonde et de Dominique Simonnet — Editions Pauvert, collection* Les Amis de la terre.
2) *Idem*
3) *Idem*
4) La Baleine : *journal des* Amis (ies) de la Terre *n° 54 juin 1980.*
5) *Idem* La Baleine
6) *Idem*
7) *Idem*

Directeur de publication :
R. Rodriguez
N° commission paritaire :
62 712
Compte bancaire :
BNP 271 — 659 — 66
Imprimerie IPCC (Paris)

POUR TOUTE CORRESPONDANCE ECRIRE A

POUR LE SOCIALISME
C/O FRONT ROUGE BP 68
PARIS 75019

# dans notre courrier

## A propos de la polémique CGT-CFDT

Délégué CFDT à l'Alsthom St-Ouen, j'écris suite à l'article publié la semaine dernière sur la polémique CGT-CFDT. Je voudrais apporter un témoignage sur les répercussions à la base et aussi les possibilités de résister à ce que l'on a appelé le rouleau compresseur CGT. Chez nous, suite à la grève de l'année dernière, nous avons connu la répression syndicale (un délégué CFDT licencié). De plus, avec les 600 millions de dommage réclamés à la CGT et la CFDT, de nombreuses attaques juridiques ont en ce moment lieu contre des militants des deux syndicats. Autant dire que l'amalgame CFDT = impérialisme a du mal à passer ici, y compris chez nos partenaires syndicaux.

Gérard Privat dit dans l'article que le discours de Nantes n'a pas eu pour effet de mobiliser les militants cédétistes. Effectivement on s'en rend compte dans les structures. Pourtant, sur le terrain, c'est possible de montrer le décalage entre les affirmations cégétistes et la situation réelle. En voici quelques exemples .

Dans la banlieue nord un gros travail est effectué pour le soutien autour des Dufour. Mais on ne peut mener cette propagande sur la lutte contre les licenciements si dans le même temps on ne rétablit pas un minimum les faits. D'abord en répondant aux attaques de l'UD CGT qui accuse la section CFDT Dufour de collaboration de classe. Or la section CFDT, majoritaire dans l'entreprise est avec ses camarades de la CGT à l'initiative de la lutte. Nous avons pour notre part dénoncé le fait que quand l'UD CGT organisait unilatéralement une journée portes ouvertes en faisant venir Séguy, il y avait gros battage sur cette initiative. Par contre lorsque les sections CGT et CFDT popularisent la lutte unitairement en invitant les travailleurs de Montreuil à visiter la lutte, il n'y a aucune popularisation dans les boîtes du 93 de la part de la CGT. Alors syndicat des luttes ou initiatives à but publicitaire ?

Quelle union à la base dans l'entreprise lorsque la CGT refuse de collecter le soutien aux Dufour avec leurs camarades de la CFDT?

Alors que l'on peut voir de nombreux tracts CGT condamnant les atteintes aux libertés démocratiques et se proclamant seul à lutter contre, il y a pourtant de nombreuses réticences à s'intéresser, de la part de responsables CGT, au travail que notre section fait sur l'affaire Colette Meynard, qui symbolise bien ces atteintes aux libertés.

On peut voir ces responsables bien embarrassés lorsqu'on leur propose un soutien concret aux syndicats que se sont donnés par la lutte les travailleurs polonais, soutien sur des bases de classe. Je crois que l'on a les moyens de montrer que nous sommes sur le terrain des luttes et pas seulement en paroles. Ce n'est absolument pas contradictoire avec le débat nécessaire dans la CFDT, celui-ci se déroulant dans les structures, pour élaborer les moyens de lutter contre la crise.

Un militant CFDT de l'Alsthom

## Chez les Polonais du Nord - Pas-de-Calais

Les événements de Pologne ont été très vivement ressentis dans la région du Nord - Pas-de-Calais, qui compte beaucoup de familles d'origine polonaise. Les Polonais les plus anciens sont dans la région depuis l'époque de la première guerre mondiale, où ils ont émigré pour fuir la division de leur pays et l'occupation par l'Allemagne ; d'autres sont arrivés dans les années 1939 - 1940, pour éviter l'extermination par les nazis. Aujourd'hui, ils sont tous intégrés à la population locale (il n'y a plus comme par le passé, de *«cités polonaises»*), et la plupart se sentent français plus que polonais. Cependant, leur attachement au pays d'origine reste très fort (...)

Depuis le début, le combat des ouvriers polonais est au centre de toutes les discussions. *«Tous les jours,* nous dit un mineur de la fosse 4 de Lens, fils d'émigrés polonais, *on discutait de ce qui se passait en Pologne ; tout le monde soutenait les ouvriers polonais, on était prêt à collecter pour eux».* Et il ne cache pas son admiration : *«C'est formidable, avoir fait ça dans un pays de l'Est, alors que nous, en France on peut plus facilement faire grève et s'organiser et on n'arrive à rien... Eux, ils ont bien préparé leur jeu : ils ont été unis et ils sont restés dans les usines pour ne pas se faire tirer dessus comme en 1970... Et ils ont gagné !»*

La signature des Accords de Gdansk a été accueillie avec joie et soulagement car on redoutait l'intervention soviétique : *«Les copains en parlaient beaucoup, moi, je n'y croyais pas car les Russes seraient intervenus dès le début. Et puis ils ont déjà l'Afghanistan sur le dos»*, poursuit le même mineur.

C'est que l'on se fait peu d'illusions sur le régime polonais et sur la Russie. Les queues devant les magasins, le manque de nourriture, le marché noir, la course aux devises pour acheter dans les PEWEX, les seuls magasins où l'on trouve de tout, les privilèges pour les membres du parti, la répression, les Polonais d'ici connaissent ça depuis longtemps. Et il ne faut pas leur parler de socialisme *«à la polonaise»*. Comme le dit un retaité d'une soixantaine d'années, arrivé en France à l'âge de cinq ans : *«Le peuple n'est pas bien, il doit se révolter, se battre comme nous ici : c'est du socialisme triché».*

Quant à l'URSS, le sentiment général, c'est qu'elle pille les richesses du pays. Les Polonais de la région qui sont retournés en Pologne cette année, font état d'une nette aggravation de la situation. Il fallait faire des queues encore plus longues qu'avant pour avoir du pain, on ne trouvait plus de viande, ni de peinture, et les autobus étaient rares dans certaines villes comme Varsovie : la raison, c'est, d'après les Polonais, que tout ça avait été réquisitionné pour les Jeux Olympiques de Moscou !

*«La Pologne n'est pas un pays sous-développé, c'est la dixième puissance industrielle du monde,* fait remarquer un Polonais de la région de Lens, *mais ce sont les Russes qui en profitent».*(...)

## L'appréciation des rapports entre USA et URSS

Depuis des mois, les faits allant dans le sens d'une aggravation de la situation internationale, s'accumulent. Il me semble que des faits récents posent des questions importantes dans l'appréciation des rapports entre les USA et l'URSS.

Il semble que les événements de Pologne et les revendications économiques et politiques pour lesquelles se sont battus les travailleurs polonais avec succès, met en évidence le caractère de classe du pouvoir polonais (...) la contagion possible à d'autres pays de l'Est, et (notamment à la RDA (grèves de cheminots), l'inquiétude de certains gouvernements de ces pays à voir s'étendre des revendications, telles que la liberté du droit de grève, la formation de syndicats indépendants et autogérés, ne nous amènent-ils pas à envisager que des changements peuvent survenir dans les rapports de ces pays vis-à-vis de l'URSS ? Ces changements sont-ils possibles sans heurts, et peuvent-ils aller dans le sens d'un assouplissement des rapports avec l'URSS ? Ces evénements ne peuvent-ils pas modifier et affaiblir la capacité de l'URSS à vouloir dominer le monde ?

Dans le cadre de la lutte entre les USA et l'URSS, dans la volonté de se repartager le monde, les événements de Turquie, après l'échec qu'ont subi les USA en Iran, ne marquent-ils pas leur volonté de passer à l'offensive et de re-gagner du terrain dans cette région du monde ? D'autant que le sort de l'Iran n'est pas réglé, et reste la convoitise de l'un et de l'autre de ces pays qui tentent d'en avoir la domination. Dans le cadre du journal, pourrait-on avoir des éléments détaillés sur la lutte que se mènent l'URSS et les USA dans leur domination sur l'Iran et notamment sur le problème kurde, l'affaire des otages américains, et le problème de la frontière irako-iranienne ?

La rubrique *«Idées»* me paraît bien venue, car elle permet d'aborder des problèmes auxquels sont confrontés les militants révolutionnaires, tous les jours, dans leur pratique, et qui jusqu'à maintenant manquaient de moyens pour y faire face, et permet d'apporter des arguments pour tenter d'éclaircir le débat politique et idéologique ?

Pourtant, cet article sur *«L'Après-socialisme»* de Touraine est difficilement utilisable pour celui qui n'a pas lu ce livre. Il aurait sans doute fallu faire une présentation du livre au préalable.

C.F. Paris 20e

# Les contradictions CGT - CFDT dans la lutte des marins - pêcheurs de Boulogne

**Le débat public entre les fédérations de marins CGT et CFDT, organisé à Paris le vendredi 19 septembre, a permis de faire le point sur les divisions existantes entre les deux centrales syndicales sur le front de la pêche ;la CGT voyant purement et simplement dans la proposition CFDT, d'appeler à la reprise du travail, une *«trahison de plus, nouvelle manifestation du recentrage»*, argument-choc asséné le 12 septembre par J. Guérin, secrétaire CGT de l'UD du Nord. Quel est l'impact de cette division syndicale à Boulogne même, comment les contradictions sont-elles vécues, et quel peut être leurs poids à venir dans un conflit qui est loin d'être réglé ?**

Lors de l'assemblée générale qui suivit le vote favorable à la proposition CFDT de reprise du travail, Guy Hanno, responsable CFDT-pêche estima que ces neuf semaines de lutte avaient été marquées par un grand souci d'unité syndicale, *«au-delà des divergences légitimes entre les deux organisations au plan national»*. Et, c'est un fait que la volonté de préserver la force et la cohésion du mouvement était présente tout au long de cette lutte avec cette idée, largement ancrée à la base que, pour gagner, il fallait l'unité, que la force et la cohésion du mouvement dépendait de sa capacité à se déterminer en-dehors de toute intervention liée aux besoins d'une stratégie nationale. En témoignent, ces marins-pêcheurs CGT et CFDT au coude-à-coude, jour et nuit, pour bloquer les magasins de marée ; en témoignent aussi ceux-là, toutes étiquettes syndicales confondues, présents à la braderie de Lille, pour populariser la lutte. D'autre part, les premières tentatives, en assemblée générale en août, de certains responsables de la CGT de Boulogne, tel Marcel Gournay (ex-secrétaire de l'UL), utilisant le contexte de la lutte des marins pour fustiger le recentrage CFDT furent fermement repoussées par les grévistes, comme actes de division aboutissant à terme à affaiblir le mouvement. Cette volonté de préserver l'unité et l'autonomie du mouvement est à la mesure de la combativité manifestée tout au long de ces neuf semaines.

## Un recul réel des armateurs

Pourtant aujourd'hui, les divisions sont au cœur du conflit, car il semble bien que la CGT à Boulogne, sensible au pressions nationales et appuyée par le PCF, (venue de Leroy à Boulogne pour *«soutenir la CGT»* et *«dénoncer la politique de consensus»*) ait décidé de donner l'artillerie lourde. Ainsi le responsable CGT-pêche, Maurice Bonvoisin n'hésita pas, lors de l'assemblée générale qui suivit le vote de reprise à commencer un discours en *«félicitant les 217 marins* (qui) *ont suivi les propositions de la CGT et n'acceptent pas les licenciements»*, opposant ainsi, à l'intérieur des marins, ceux qui avaient voté pour la reprise et ceux qui voulaient continuer. Pourtant, une nette majorité (65 %) s'était prononcé pour la reprise du travail, alors que 54 % avaient voté la poursuite du mouvement le 5 septembre. L'argument cégétiste répété à chaque assemblée générale depuis le 5 septembre est simple et un peu court : la CFDT a plié devant les armateurs parce qu'elle accepte de faire repartir les bateaux à 22 hommes, sans garantie sur l'emploi au-delà du 1er novembre. Peut-on pourtant nier la réalité d'un recul certain des armateurs, même si celui-ci est temporaire par rapport à l'intransigeance qu'ils affichaient jusqu'ici. Rappelons que lors de la réunion de conciliation régionale du Havre le 19 apût, ces mêmes armateurs refusaient la proposition des organisations syndicales (CGT et CFDT) de faire reprendre la mer par l'ensemble des chalutiers à 22 hommes jusqu'à la redéfinition de la convention collective en novembre. Le recul des armateurs est donc net puisqu'ils acceptent aujourd'hui ce qu'ils refusaient il y a un mois. Et comment comprendre que la CGT considère aujourd'hui comme une trahison, une proposition à laquelle elle s'était associée en août.

## Manque de propositions concrètes

L'attitude apparemment ferme et sans compromissions de la CGT est d'autant plus sujette à caution qu'elle semble elle-même prête à accepter des réductions d'effectifs comme le montre très bien l'amiguïté de l'annexe, par elle ajoutée au procès-verbal de réunion de conciliation du 3 septembre. Par ailleurs, le précédent de 1974 (voir fac-similé) n'est pas sans soulever des doutes, quant à la *«fermeté»* des syndicalistes de la CGT. Par ailleurs, quelle valeur prennent les appels à poursuivre la grève dans un contexte défavorable aux marins (reprise du travail des pêcheurs artisans, et de la pêche industrielle de Lorient, revers grave constitué par la levée des barrages des magasins de marée décidée par les deux syndicats), quand ils ne s'accompagnent pas de propositions concrètes sur les moyens de construire le rapport de forces à Boulogne. Et pourtant, ce ne sont pas les interpellations dans ce sens qui ont manqué en assemblées générales.

Alors que le mouvement s'essouflait, faute de propositions d'action et d'une organisation active de la solidarité des travailleurs boulonnais, le discours cégétiste, finit par apparaître comme jusqu'auboutiste, clamant la nécessité de continuer la grève à tout prix sans en définir avec précision les objectifs et sans décrire les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Par exemple, les syndicats des travailleurs de marée et de dokers n'ont jamais dépassé le stade de soutien verbal, alors que l'entrée effective de ces forces dans la bataille aurait pu peser de manière importante dans le rapport de forces à Boulogne.

## Le conflit n'est pas réglé

Autant de questions qui, aujourd'hui commencent à être largement posées, y compris par des marins inquiets de la fragilité des acquis de la grève et, pour cette raison, favorables à une poursuite de l'action, mais qui en même temps s'interrogent sur l'efficacité réelle et l'enjeu de la tactique actuelle de la CGT.

D'autant plus qu'au fil du conflit à Boulogne, le problème de la réduction des effectifs dans la pêche industrielle s'est trouvé progressivement relativisé dans la propagande cégétiste par le développement du thème du *«pêchons français»*, dans le cadre duquel la revendication de négociation globale pour une aide au gazole pour tous, passait au premier plan.

A Boulogne aujourd'hui, le conflit n'est pas réglé. Par exemple, que seront ces aménagements d'effectifs sur les chalutiers ? Comment empêcher qu'ils se traduisent par une aggravation des conditions de travail pour les marins ? Ce qui est à l'ordre du jour, au-delà du forcing et de la surenchère, c'est la question des moyens réels qu'il faut se donner pour peser sur les négociations en novembre et empêcher tout licenciement.

**Correspondante Boulogne**

# Débat contradictoire entre les fédérations CGT et CFDT de marins

**Pour la première fois dans leur histoire, les fédérations de marins CGT et CFDT se sont retrouvées dans un débat contradictoire public le 19 septembre à la bourse du travail de Paris. François Lagain pour la CGT et Louis Coppin pour la CFDT conduisaient respectivement les délégations syndicales dans lesquelles avaient pris place des militants boulonnais. A l'origine, il était prévu un échange de vues relativement large sur les problèmes de la pêche en général et sur la récente lutte des marins-pêcheurs français. Mais, comme on pouvait le prévoir, la discussion a porté exclusivement sur la lutte des marins de la pêche industrielle de Boulogne et surtout sur les conditions dans lesquelles est intervenu le vote qui a décidé par une assez large majorité de la reprise du travail.**

Le problème a effectivement donné lieu à une furieuse polémique, projetée au plan national. Pendant plusieurs jours, les militants syndicalistes ont braqué leurs yeux sur Boulogne. Il ressortait confusément de la situation que la CFDT acceptait les conditions des armateurs alors que la CGT les jugeant inadmissibles appelait à poursuivre la lutte.

Le débat public entre les fédérations a montré que les choses ne se présentaient pas exactement de cette manière.

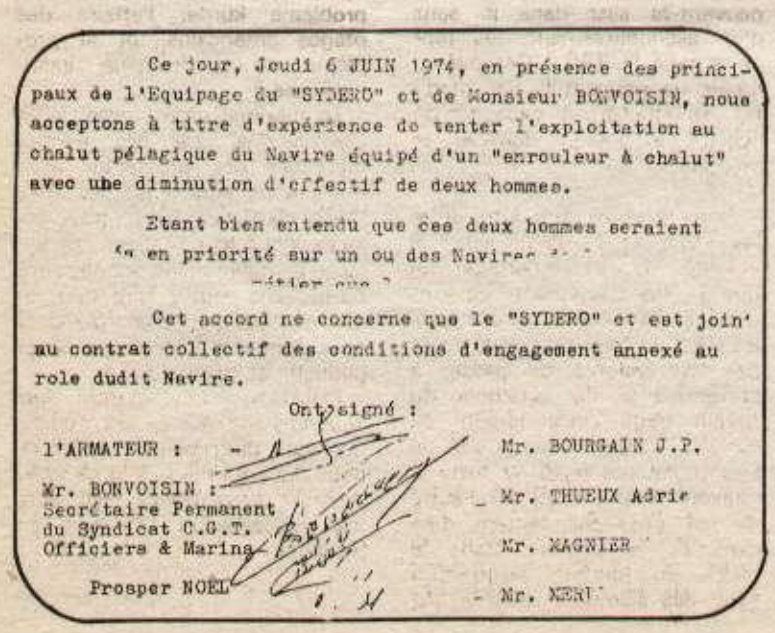
Il faut d'abord rappeler le point de départ du conflit : un armement en difficultés financières (Manesse et Sénéchal) demande (en violation de la convention collective) aux marins de réduire à dix-huit (au lieu de vingt-deux) le nombre de marins embarqués par chalutier. Les marins acceptent. Aussitôt, les syndicats CGT et CFDT lanceront une campagne d'explication pour sensibiliser les marins au danger d'accepter de telles mesures. Le résultat se fait sentir rapidement : quand un autre armateur veut réduire les équipages, c'est le refus des marins. Tous les chalutiers resteront à quai pendant près de neuf semaines.

Sur la manière dont la grève s'est terminée, la polémique, de générale qu'elle était, s'est centrée sur un point très précis : la CGT reproche à la CFDT d'accepter par avance des réductions d'affectifs qui devraient automatiquement, selon la CGT, entraîner un surcroît de travail pour l'équipage. La CFDT rétorque que sur la base du recul des armateurs, il faut reprendre de fond en comble l'organisation du travail à bord pour aller dans le sens de son humanisation. De toutes façons, elle se déclare nettement opposée à tout accroissement de la charge individuelle de travail.

L'insistance mise tout au long du débat par les représentants de la CGT a essayer de démontrer que la CFDT avait plié aux exigences des armateurs à propos des effectifs et surtout le fait que ce soit devenu le seul point restant dans leur argumentation, rendait de moins en moins crédible le procès qui voulait être instruit. D'autant que Louis Coppin créait un petit événement en exhibant la photocopie d'un accord signé par Maurice Bonvoisin, responsable CGT des pêcheurs de Boulogne, datant de 1974 où il est accepté une réduction d'effectifs sur un chalutier (voir fac-similé).

A partir de là, de débat perdait en intensité, les responsables CGT se trouveront très génés pour s'expliquer sur la signature de cet accord.

Certes la CFDT n'est pas exempte de critiques dans cette affaire. Par exemple, lorsqu'elle a pris sur elle, en étroite collaboration avec la CGT d'ailleurs, de faire lever les barrages autour des magasins de marée, libérant quarante camoins-frigos pleins et privant ainsi les marins d'un moyen de pression très important. De cet épisode, la CGT, et pour cause, n'a soufflé mot.



Ce jour, Jeudi 6 JUIN 1974, en présence des principaux de l'Equipage du "SYDERO" et de Monsieur BONVOISIN, nous acceptons à titre d'expérience de tenter l'exploitation au chalut pélagique du Navire équipé d'un "enrouleur à chalut" avec une diminution d'effectif de deux hommes.

Etant bien entendu que ces deux hommes seraient [illegible] en priorité sur un ou des Navires [illegible]

Cet accord ne concerne que le "SYDERO" et est joint au contrat collectif des conditions d'engagement annexé au rôle dudit Navire.

Ont signé :

l'ARMATEUR : Mr. BOURGAIN J.P.

Mr. BONVOISIN : Secrétaire Permanent du Syndicat C.G.T. Officiers & Marins

Mr. THUEUX Adrie

Mr. MAGNIER

Prosper NOEL

Mr. MERI

# L'informatique, à la croisée de multiples enjeux

**Alors que vient de s'ouvrir le 31ème SICOB (Salon Internationale de l'Informatique, de la communication et de l'Organisation de Bureau), les traditionnelles interrogations, émerveillements et prévisions sur l'«informatisation de la société» reprennent de plus bel.**
**Pourtant, au-delà des multiples colloques et tables-rondes qui se tiennent sur ce thème, des enjeux bien réels président aux affrontements que se livrent les principaux groupes industriels et pays capitalistes.**

Par Richard DESGRAVES

Mais qu'est-ce au juste que l'informatique ? Une chose est sûre, l'informatique n'est plus ce qu'elle était.

On est passé en quelques années des ordinateurs lourds, complexes, encombrants et surtout très couteux à toute une gamme d'appareils aux puissances de calcul variables, aux «intelligences» spécifiques, et susceptibles de travailler à distance ou en temps partagé au sein de vastes réseaux de téléinformatiques. Du coup les prix ont spectaculairement chuté. L'informatique réservée jusqu'alors à quelques très grosses entreprises ou organismes et tournée vers les tâches de gestion ou le calcul scientifique, trouve de multiples domaines d'application et se «démocratise».

Les contours de ce que l'on appelle l'informatique n'en sont que d'autant plus flous. Déjà, à la base de tout ordinateur moderne il y a les composants électroniques. Circuits à très haute intégration, ils ont — nous dit-on — connu ces dernières années, des progrès qui défient l'imagination. A tel point que leurs constructeurs essentiellement américains, deviennent des concurrents très sérieux des firmes d'ordinateurs après avoir été leurs fournisseurs. Ils présentent sur le marché de petits micro-processeurs capables en eux-mêmes de rivaliser au niveau de la puissance de calcul avec les vénérables grosses machines qui, il y a quelques années encore occupaient le volume d'une ou plusieurs pièces.

Ces micro-processeurs ne se contentent pas d'alimenter la course vers la miniaturisation des ordinateurs (et l'on parlera alors de micro ou mini-ordinateurs). Ils ont surtout pour conséquence de diffuser «l'intelligence électronique» dans un très grand nombre d'activités et de biens. Ce sont par exemple eux qui programment le déroulement des opérations des machines à laver ou des cuisinières. C'est encore eux qui sont à la base de la vulgarisation des calculettes de poche ou qui intégrés à une carte universelle de paiements permettront d'identifier votre compte et de le débiter «en temps réel».

Ils ont par ailleurs accompagné et nourri la prolifération de multiples terminaux et périphériques qui sont devenus d'usage courants dans les bureaux.

Cet éclatement de l'informatique s'est traduit d'autre part par l'avènement de ce qu'on a appelé la télématique — autrement dit le mariage de l'informatique et des télécommunications. Sur une ligne téléphonique ordinaire ou spécialisée transitent depuis déjà plusieurs années non seulement des conversations téléphoniques mais aussi des impulsions concernant des signaux échangés entre un terminal et des banques de données ou entre deux ordinateurs.

La maîtrise des réseaux apparaît comme une donnée essentielle du développement de l'informatique. Elle représente pour des entités nationales un moyen de garder le contrôle des systèmes, face aux géants tels qu'IBM ; d'autre part elle devrait — d'après les firmes électroniques — être à l'origine de la multiplication au sein de chaque foyer de la télématique domestique.

Techniquement les réseaux connaissent trois innovations majeures. D'abord la généralisation, de la transmission numérique et de la commutation temporelle, c'est-à-dire l'informatisation complète des centres de transit de voies téléphoniques. D'autre part l'avènement de nouveaux supports de transmission, tels que les fibres optiques en cours d'expérimentation qui permettent de véhiculer un grand nombre d'informations incluant le transfert d'images animées. Enfin le développement des satellites de télécommunications : aujourd'hui environ 75 satellites bourrés d'électroniques tournent sur l'orbite géostationnaire (à 36 000 kilomètres d'altitude) et acheminent entre des continents ou au niveau de grandes régions dont les infrastructures sont saturées ou inexistantes (pays en voie de développement) des conversations et des données. IBM, à qui rien n'échappe dans la filière de l'informatique, depuis les composants jusqu'au satellite, s'apprête à lancer son propre satellite SBS ; tandis qu'en France les PTT suivent de très près les avatars d'«Ariane» chargée de mettre sur orbite son premier satellite «Telecom 1».

## Mythe et réalité de la société informationnelle

Tous les «experts» en matière d'informatique appuient leurs prévisions de croissance du secteur sur l'avènement dans les pays occidentaux, de la société «informationnelle» sorte de troisième âge de la civilisation, succédant à la société agraire et à la société industrielle.

Ils remarquent que dans un des pays les plus «développés» comme les Etats-Unis, la part des emplois consacrés à la collecte, à la gestion, au traitement et à la diffusion de l'information représentent depuis déjà longtemps plus de 50% des emplois, et que par ailleurs c'est dans ces secteurs que la productivité ainsi que l'investissement réalisé pour chaque salarié sont les plus faibles.

En France, le secteur tertiaire (terme également commode mais confus) s'affirme également sans cesse en terme d'emplois un détriment de l'agriculture ou de l'industrie. Cette tendance renvoie en fait, à plusieurs phénomènes liés à l'approfondissement de la division du travail. Par exemple le gonflement du secteur tertiaire s'explique pour une part par l'externalisation de certains emplois tertiaires de l'industrie (des firmes industrielles recourent de plus en plus à la sous-traitance pour la gestion ou des études de conception). Mais plus globalement le développement des activités tertiaires pour les pays occidentaux doit s'analyser dans le cadre de la division internationale du travail visant à réserver pour ces pays, les tâches de conception de gestion des capitaux et de contrôle de flux. Toutes choses exigeant la possession et les manipulations d'un grand nombre d'informations, jusqu'ici essentiellement sur supports papier mais susceptibles d'être informatisés. Derrière les fadaises sur la société informationnelle existe donc objectivement un énorme marché pour l'informatique. D'où l'accent mis par ce XXXI• SICOB sur la bureautique.

## Les grandes manœuvres industrielles

• Février 1980 : La CGE (compagnie générale d'électricité) rachète Ronéo, après avoir abandonné ses parts dans CII-Honeywell-bull. Le groupe CGE particulièrement bien placée en téléphonie (Télic, SINTRA, CII-Alcatel ...) et en commutation électronique, s'intéresse aux secteurs les plus lucratifs de l'informatique.

• Avril 1980 :Thomson, autre groupe français et rival du précédent pour les marchés de télématique, passe un accord avec Xerox (USA) tandis que sa filiale LMT s'entend avec 3M.

• Avril 1980 toujours : Saint-Gobain Pont-à-Mousson après avoir repris les participations de CGE dans CII-Honeywell-Bull, entre à hauteur de 20% chez Olivetti (Italien) et multiplie les contacts avec la firme japonaise Hitachi.

A ces grandes manœuvres directement liées à la recherche du meilleur placement des grands groupes sur le créneau «bureautique», d'autres accords ont émaillés dernièrement l'histoire déjà agitée de l'informatique française tels que l'absorbtion par Matra de la société Péritel (spécialisée dans la téléphonie et les périphériques) ou la fusion récente de Logabax et d'Intertechnique (terminaux, mini-ordinateurs).

Apparemment les firmes françaises sont donc particulièrement actives, poussées qu'elles sont par une politique assez volontaire des pouvoirs publics (sait-on par exemple que les investissements en télécommunications représentent depuis quelques années le plus gros budget d'investissement civil — secteur privé compris ?)

Pour autant la stratégie française en matière d'informatique n'est pas dénuée d'ambiguïté et de faiblesses.

## Les faiblesses de l'impérialisme français

Pour beaucoup de spécialités, la France a en 5 ans décroché d'une génération d'appareil. En 1975 les pouvoirs publics après l'échec du «plan calcul» (plan gaulliste visant à la constitution d'une grosse informatique à 100% nationale) et des ententes européennes, parraîne un accord entre CII et la firme américaine Honeywell. Est alors créée une société CII-Honeywell-Bull aux capitaux majoritairement français (53% à CGE, puis Saint-Gobain Pont-à-Mousson ; 47% à Honeywell) chargée de concevoir une gamme nationale d'ordinateurs et ... de monter et commercialiser en France et en Europe le matériel d'Honeywell (USA) notamment en ce qui concerne le haut de gamme.

Le résultat est qu'aujourd'hui on se pose — au sein de la haute administration du ministère de l'industrie — la question de savoir si la France doit maintenir une présence dans le haut de gamme. CII-Honeywell-Bull n'a toujours pas mis sur le marché de gros ordinateurs autres que ceux d'Honeywell alors même que l'Etat lui a tout particulièrement favorisé l'accès des marchés des principales administrations.

La solution pour certains, serait de construire un grand ordinateur «compatible» (c'est-à-dire compatible avec les ordinateurs IBM ; de nombreux constructeurs américains et japonais plutôt que de lutter de front contre IBM, ont choisi de rivaliser avec un matériel dérivé du leur, mais moins coûteux parce que ne nécessitant pas d'études des logiciels).

Autre faiblesse de l'informatique française, les composants électroniques dont nous avons précédemment mis en évidence le rôle clef. L'industrie électronique française semble avoir pris conscience un peu tard de l'importance qu'il y a à être indépendant sur ce plan. Malgré la mise en place, il y a deux ans d'un «plan — composants» et la constitution d'une unité de recherche spécialisée du CNET(centre national d'étude des télécommunications) à Grenoble, on est loin des énormes investissements réalisés notamment aux Etats-Unis dans ce domaine.

Au total, si l'impérialisme français paraît bien placé dans certains secteurs (la commutation et peut-être la télématique), les zones d'ombres sont importantes. Les résultats du secteur de la construction électrique et électronique sont assez significatifs de la place particlière qu'occupe la France.

Pour ce secteur, qui est souvent présenté comme le fer de lance de notre économie à l'étranger, la balance commerciale est largement positive. A regarder de plus près, on s'aperçoit cependant que la majorité des ventes sont réalisées en Afrique, au ProcheOrient ou dans les pays de l'Est, la balance étant par contre fortement déficitaire avec l'Allemagne, le Japon et les USA.

Les importations sont d'autre part concentrées sur quelques produits sensibles de haute technicité, tels que l'informatique, les tubes et semi-conducteurs (circuits intégrés) et les automatismes.

## Les «dégâts du progrès»

Mais au fait, qu'apportera cette nouvelle informatique aux millions d'ouvriers et d'employés ? En quoi pouvons-nous être concernés par les grandes manœuvres des groupes capitalistes ?

Le très officiel rapport de MM. Nora et Minc sur l'*«informatisation de la société»* n'était pas très rassurant. Pour eux, le développement de l'informatique sur une grande échelle est inévitable parce qu'il représente *«un effet majeur de productivité»*. Et, ils ajoutent qu'à court terme, il entraînera une aggravation de la crise de l'emploi. Cette aggravation touchera particulièrement les banques où *«l'installation de nouveaux systèmes informatiques permettrait des économies d'emplois qui pourraient représenter sur dix ans, jusqu'à 30 % du personnel. Assurances, où les économies d'emploi désormais possibles sur une décennie sont d'environ 30 %»*.La Sécurité sociale, la Poste (menacée par la Télécopie et la Téléimpression) ; les emplois de bureaux menacés par la bureautique. Quant à l'informatisation de l'industrie téléphonique, elle devrait, selon certaines hypothèses officielles s'accompagner de la perte de nombreux emplois : de 60 000 emplois en 1977, on passerait à 36 000 en 1985.

Certes les gains de productivité ainsi réalisés pourraient permettre au capitalisme français de se redéployer dans de nouveaux secteurs, mais comme le notent nos auteurs : *«Pour surcompenser le dégagement de main-d'œuvre... il faudrait augmenter les débouchés extérieurs dans des proportions que la situation du marché mondial rend peu plausible»*.

L'introduction de l'informatique dans une entreprise, outre le risque qu'elle fait peser sur l'emploi s'accompagne très souvent d'une croissance de contraintes pour les travailleurs et d'une aggravation de leurs conditions de travail. Loin de libérer l'homme de tâches fastidieuses et répétitives, elle accroit le poids du contrôle, développe le travail au rendement et isole les individus. L'informatique en elle-même n'est douée d'aucun maléfice, mais il faut convenir qu'il existe une différence fondamentale entre l'employé rivé, à s'en abimer les yeux, huit heures par jour devant son écran de visualisation et le cadre supérieur qui grâce à son petit terminal électronique peut rester travailler deux jours par semaine dans sa maison de campagne !

Les métiers de l'informatique eux-mêmes connaissent cette différenciation : à un pôle, 20 000 ingénieurs et cadres techniciens supérieurs, à l'autre pôle 103 000 opérateurs et perforateurs. Et on retrouve cette différenciation au niveau géographique, puisque 50 % du parc des ordinateurs est situé à Paris (2/3 des gros et plus de 80 % de très gros), alors que Paris ne rassemble que le tiers des effectifs actifs de la population. La province, quant à elle, ne regroupe que 23 % des ingénieurs informaticiens, mais possède près de la moitié des programmeurs.

Quant aux réseaux de téléinformatique, si ils contribuent à la diffusion des emplois informationnelles sur le territoire, ils n'échappent pas à cette logique. Une région comme celle du Centre, qui a vu les premières opérations massives de *«décentralisation tertiaire»* (banques, assurances), grâce aux liaisons de transmissions de données, a une structure tertiaire comportant à la fois la plus petite part d'emplois qualifiés et la plus grosse part d'emplois déqualifiés. Certaines régions sont sans doute appelées à devenir des réserves d'OS du tertiaire.

Bref, on est loin des discours sur les vertus égalisatrices de la *«société post-industrielle»*...

## Nouveaux biens de consommation et nouveau contrôle social

Une des nouveautés en matière d'information réside aussi dans la conception et l'expérimentation de nouveaux biens de consommation : micro-ordinateurs, terminaux, gadgets de toutes sortes qui viendraient se nicher dans l'appartement.

L'essouflement du modèle de consommation centré sur la possession et l'utilisation de l'automobile, l'évolution du coût de l'énergie, font que l'on s'interroge ici et là, sur ce qui serait appelé à la supplanter. La Direction Générale des Télécommunication multiplie les appels d'offre auprès des constructeurs et les expérimentations en vraie grandeur. Il semble que les industriels français pourraient ainsi, grâce à l'argent généreusement dispensé, être bien placés sur le marché mondial des terminaux télématiques grands publics.

Pour l'heure, les expérimentations démarrent : au cours de l'année 1981, 2 500 ménages (soigneusement triés), de Vélizy seront équipés de vidéotex. Ces petits terminaux, branchés sur le réseau téléphonique, comportant un écran et un clavier, permettent aux usagers d'interroger une banque de données pour connaître le montant de leur compte en banque, le prochain train au départ en direction de Paris, la procédure à suivre pour une démarche administrative, ou le catalogue de La Redoute...

En 1981 également, les abonnés au téléphone de l'Ille-et-Vilaine se verront progressivement proposer à la place de leur annuaire en papier, un terminal annuaire électronique. Là aussi, en pianotant sur un clavier, le nom d'un correspondant, on verra apparaître sur l'écran son numéro de téléphone.

Certains n'hésitent pas à voir au-delà des efforts pour ouvrir la télématique à de nouveaux marchés, l'esquisse d'une véritable stratégie socio-économique : il s'agirait, en restructurant la consommation des ménages vers de biens informationnels, peu consommateurs d'énergie, d'inscrire le développement de la société dans un projet économique double : une économie agressive tournée vers la concurrence et une économie douce, fondée sur les services, *«l'intérêt public»* et propre à assurer un certain niveau de l'emploi.

Il y a un mélange de flou et de roublardise dans cette vision idyllique qu'on retrouve au demeurant assez souvent dans la bouche des membres du PS (ou des courants cédétistes qu'il enfluence, sous le vocable de *«troisième secteur»*.

D'une part, on peut se demander dans quelle mesure la situation sociale et économique permet d'entrevoir une restructuration de la consommation des ménages autour de ces nouveaux biens *«informationnels»*. D'autre part, on semble ainsi se détourner des véritables interrogations. Il est ainsi devenu de bon ton d'enterrer le débat sur l'Informatique et Liberté. Pourtant le projet d'une carte d'identité infalsifiable, le contrôle informatisé et permanent de la population immigrée en France, la multiplication des fiches gérées et stokées par divers organismes, mais dont les informations peuvent être *«croisée»*, n'a rien à voir avec la prospective.

### IBM...

Une cinquantaine de sociétés réalisent plus de 50 % du chiffre d'affaire mondial de l'informatique (quelques 52 milliards de dollars). Mais IBM pour sa part en assure le tiers.

Cependant l'année 1979 a été pour IBM, celle des contre-performances. Des nouveaux concurrents particulièrement dangereux sont apparus : les Japonais, mais aussi des trusts américains, tels qu'EXXON ou ATT, le géant du téléphone. IBM doit d'autre part faire pièce à l'agressivité des constructeurs de micro-informatique et de constructeurs de matériels *«compatibles»*. Les clients attendent depuis deux ans la sortie de sa nouvelle gamme d'ordinateur (la ligne H), et de ce fait retardent leurs achats en passant des contrats de locations beaucoup moins avantageux pour la firme.

Aussi pour la première fois IBM a été contraint d'emprunter sur le marché financier. D'énormes investissements sont ainsi réalisés par le groupe pour garder sa longueur d'avance sur ses concurrents et pour renforcer sa maîtrise (inégalée) de la filière de l'informatique, des composants électroniques aux satellites de transmissions en passant par les techniques de commutation.

### et IBM France

• 12,4 milliards de chiffre d'affaire.
666 millions de bénéfices.
• Effectifs : 21 082 personnes.
• Etablissements :
— Centre d'Etude de la Gaude, près de Nice. (spécialisé dans les Télécom)
— Usine de Montpellier 2 118 personnes (montage d'ordonateur)
— Usine de Bordeaux 923 personnes
— Usine de Corbeil-Esonne 3 529 personnes (composants électroniques)
— Boigny-sur-Bionne (près d'Orléans) 760 personnes (matériel de grande diffusion)

### Petit lexique de l'Informatique et de la télématique

**Terminal** : machine d'entrée et de sorties. Il peut se trouver à proximité de l'ordinateur, comme aussi à une très grande distance. (auquel cas, il sera relié par une ligne spécialisée ou un réseau PTT).
**Péri-informatique** : organes périphériques, mini-ordinateurs, matériels de saisie.
**Micro-processeurs** : organes de calcul miniaturisés, livrés sans aucun logiciel et dont l'acquéreur fait ce qu'il veut (une commande de montres à quartz, de machines à laver, de boîtes de vitesse automatique...)
**Logiciel** : suite de programmes et d'instructions commandant un traitement (calcul scientifique, actes de gestion). La mise au point d'un logiciel est souvent complexe et coûte cher. Lié à la pénurie de spécialistes, c'est actuellement un des freins à l'informatisation tous azimuts.
**Banque de données** : ensemble d'informations à caractère scientifique, juridique, administratif, etc... classées et mises à jour régulièrement. Les volumes d'informations collectées peuvent être énormes (600 000 références par an pour la banque Pascal du CNRS). La France a pris un gros retard dans le domaine des banques de données, notamment vis-à-vis des USA.
**Sociétés de services et de conseil en Informatique**, ou **SSCI** : sociétés qui louent des services d'ordinateurs à des clients et étudient des projets d'équipement informatique. Leur développement est très rapide et les sociétés françaises semblent particulièrement actives.

**La télécopie** permet la reprographie à distance via les lignes téléphoniques en quelques secondes. Est actuellement commercialisée.
**La télécriture** permet la reproduction instantanée sur un écran de télévision à distance, d'un schéma ou texte inscrits sur une sorte d'ardoise électronique (fonctionne sur un réseau téléphonique ou spécialisé).
**Le vidéotex** : terminal intéractif dont vont être équipés en 1981 quelques centaines de ménages à Vélizy. Les informations demandées sur un clavier, transitent sur le réseau PTT et apparaissent sur un écran chez l'usager.
**La téléconférence** : système permettant de faire dialoguer plusieurs personnes éloignées géographiquement. 50 réseaux publics sont à l'heure actuelle, installés. On fait la distinction entre l'audio-conférence, (les interlocuteurs dialoguent oralement, échangent des télécopies), et la vidéo-conférence où ils peuvent se voir sur un écran.
**La vidéo-conférence** : service individuel de télécommunication associant à l'usage du téléphone, l'image animée de son interlocuteur sur un petit écran. Non encore commercialisé. Une expérimentation en vraie grandeur est prévue prochainement à Biarritz.

### Les principales sociétés d'informatique

| Rang | SOCIETES | Chiffre d'affaires informatique (en millions de dollars) |
|---|---|---|
| 1 | I.B.M. (E.-U.) | 18 338 |
| 2 | Burroughs (E.-U.) | 2 432 |
| 3 | N.C.R. (E.-U.) | 2 401 |
| 4 | Control Data (E.-U.) | 2 273 |
| 5 | Sperry Univac (E.-U.) | 2 270 |
| 6 | D.E.C. (E.-U.) | 2 032 |
| 7 | Fujitsu (Japon) | 1 490 |
| 8 | Honeywell (E.-U.) | 1 453 |
| 9 | I.C.L. (G.-B.) | 1 230 |
| 10 | C.I.I.-H.B (F) | 1 209 |
| 11 | Olivetti (Italie) | 1 069 |
| 12 | Hewlett Packard (E.-U.) | 1 030 |
| 13 | Hitachi (Japon) | 980 |
| 14 | Siemens (R.F.A.) | 916 |
| 15 | N.E.C. (Japon) | 798 |
| 16 | Memorex (E.-U.) | 738 |
| 17 | Nixdorf (R.F.A.) | 699 |
| 18 | Triumph Adler (R.F.A.) | 551 |
| 19 | Philips (P.-B.) | 542 |
| 20 | Data General (E.-U.) | 510 |
| 21 | Storage Technology (E.-U.) | 480 |
| 22 | Xerox (E.-U.) | 475 |
| 23 | T.R.W. (E.-U.) | 440 |
| 24 | C.G.E. (F.) | 436 |
| 25 | Texas Instruments (E.-U.) | 425 |
| 26 | Computer Sciences (E.-U.) | 415 |
| 27 | A.D.P. (E.-U.) | 401 |
| 28 | Thomson-C.S.F. (F.) | 388 |
| 29 | General Electric (E.-U.) | 350 |
| 30 | Electronic Data Systems (E.-U.) | 312 |

Le PCF et la Pologne

# La vraie question constamment éludée

Par Nicolas DUVALLOIS

**Pendant toute la durée des événements de Pologne, le PCF a adopté une position sensiblement identique à celle du gouvernement de Varsovie. Aujourd'hui, alors qu'un mois n'est pas encore passé depuis la signature des accords de Gdansk — dont l'application parcimonieuse par le pouvoir prouve ce qui lui en coûte — il tente d'en diminuer les effets, y compris en son sein, en ramenant *«l'été polonais»*, au rang d'un simple soubresaut dans une société socialiste en plein développement.**

**Sans doute, dans ces conditions, n'est-il pas inutile de regarder l'attitude du PCF envers la Pologne durant ces dernières années. Trois éléments se dégagent de cet examen .**

**Tout d'abord, la plupart du temps, c'est-à-dire, hors des périodes de crise ouverte, une description positive, *«formidablement positive»*, même, comme dirait Fiterman, de la société polonaise. L'*Humanité* apparaît comme le support principal de cette description-là, qui tente d'accréditer l'idée du bilan globalement positif.**

**Ensuite, un schéma d'explication à peu de choses près identique des différentes crises qui ont secoué la Pologne, avec les révoltes ouvrières de 1970 et 1976. Les mêmes explications servies en 1970 et 1976 réapparaissent d'ailleurs aujourd'hui.**

**Enfin, l'ampleur de la lutte de cet été, et son écho dans notre pays, amènent le PCF à développer des explications spécifiques dont l'objectif essentiel semble être d'éviter que les questions essentielles du mouvement ne soient posées.**

**Dans les trois cas, une même logique apparaît : justifier coûte que coûte la nature socialiste de la Pologne.**

En décrivant, par leurs revendications, la société dans laquelle ils vivent, en menant la lutte pour arracher le droit de créer leurs propres organisations, défendant leurs propres intérêts, et ce contre le pouvoir en place, les travailleurs polonais ont apporté un éclairage cru sur la réalité polonaise. Des aspects de celle-ci étaient cependant connus auparavant, et suscitaient, à tout le moins, des interrogations. Régulièrement, la propagande du PCF s'est appliquée à répondre — à sa manière — à ces interogations.

## Un panégyrique de la société polonaise

Y avait-il, en Pologne, des difficultés d'approvisionnement, et plus généralement des conditions de vie particulièrement pénibles pour les masses ? De retour du VIII[e] Congrès du POUP, en février 1980, Fiterman répondait : *«A écouter les commentateurs, la Pologne serait presque au bord de la famine. Moi, j'ai vu dans les rues de Varsovie, de Poznan, de Katowice, des gens bien habillés, une foule gaie et bien vivante. J'ai eu le sentiment, lors de mes déplacements, de me trouver dans un pays industriel, moderne, en plein développement* (...) *Ces progrès économiques ont une dimension sociale. Depuis 1970, le pouvoir d'achat a augmenté de 50 %, et de 75 % si l'on prend en compte les avantages sociaux divers, y compris les retraites et pensions»*.

N'y avait-il pas des phénomènes d'inflation, provoquant de brutales hausses des prix difficiles à supporter pour les travailleurs ? Gremetz, le 26 juin (cinq jours avant les premières grèves !) affirmait, lui, que *«dans **aucun** pays socialiste* (souligné par lui) *il n'y a eu baisse du niveau de vie en 1979 et il n'y en aura pas en 1980»*, avant d'ajouter que *«partout où il y a hausse de prix, elles se sont accompagnées de mesures sur les salaires et les revenus sociaux pour compenser* (...) *Les pays socialistes ne connaissent pas l'inflation»*. Notons au passage que le 8 septembre — après la victoire ouvrière donc — *L'Humanité* était contrainte de dire le contraire : *«En 1979, pour la première fois, l'inflation évaluée en 8 % et 10 % fait reculer le pouvoir d'achat»*.

N'y avait-il pas une toute puissance de la censure, et un désintérêt pour les discours officiels, du gouvernement ou du parti ? Henri Alleg, en mai 1979, proclamait pourtant que si l'organe officiel du POUP, *Trybuna Ludu*, se vendait peu, c'était *«à cause de son faible tirage, dû au manque de papier, alors que la demande est très forte»*.

S'interrogeait-on sur l'existence d'une opposition ouvrière, sur la manière dont le régime réprimait cette opposition, ou plus généralement les grévistes ? Alleg répondait que *«la critique est libre en Pologne»*, mais que ceux qui critiquent *«ce sont d'anciens propriétaires ou patrons d'industries, ou encore des ardents partisans de la dictature, de la répression la plus féroce contre les travailleurs»*.

Enfin, nul doute, nulle nuance n'on été introduits dans la propagande du PCF quant à la place de la classe ouvrière dans la société polonaise : *«Voilà un pays où le parti de la classe ouvrière est au pouvoir, héritier de tous les mouvements révolutionnaires polonais. En étant au pouvoir, il assume aussi la fonction de guider la nation»*, lit-on dans *Révolution* en juillet, qui poursuit : *«Le mouvement ouvrier n'est pas séparable de la lutte pour l'édification du socialisme car justement il est le fer de lance de cette construction. Et il n'est pas hostile au pouvoir. Peut-on même le séparer du pouvoir ? S'appuyer sur les usines, c'est un mouvement naturel dans un régime socialiste, cela décidément certains ne pourront jamais le comprendre»*.

Mettez bout à bout ce que la propagande du PCF a produit sur la Pologne jusqu'en juillet. Vous y verrez un pays où la classe ouvrière participe à l'exercice du pouvoir à tous les niveaux, où le niveau de vie augmente sans cesse, où la liberté d'expression et le débat sont pratiques courantes, où les seules voix qui s'élèvent contre le régime sont celles d'infâmes réactionnaires...

C'est pourtant bien dans ce pays-là que les travailleurs ont dû affronter le gouvernement pour obtenir satisfaction, à propos du droit de grève, de la liberté d'expression, et du droit à s'organiser indépendamment d'un parti qu'ils considèrent comme étranger !

## 1970, 1976,1980 : les explications se répètent

La description idyllique de la Pologne pose tout de même quelques problèmes, s'agissant d'un pays où par deux fois déjà, avant cet été, les travailleurs se sont révoltés et ont affronté le pouvoir et sa police. Mais le système d'explication du PCF à ce sujet fonctionne à répétition.

Ainsi le révolte ouvrière de 1970 (réprimée, rappelons-le, dans le sang) est expliquée par les difficultés économiques d'une Pologne qui ne s'est pas encore relevée des dommages de la guerre. Le pouvoir a pris des décisions *«erronées»* en augmentant *«brusquement»* les prix, et ce parce qu'il y avait de la *«passivité et un manque de liaison de sa part avec les problèmes concrets de la vie sociale»*. Il convient donc de mettre en avant *«le problème de la modernisation et de l'amélioration du système de gestion»*, tandis que le parti doit *«favoriser une participation plus grande des travailleurs à la gestion et à l'exercice du contrôle de l'appareil d'Etat»* (*Cahiers du Communisme*, avril 1972). Le système n'est pas en cause.

Les grèves importantes de 1976 amènent les mêmes explications pour le PCF. Il y a d'indéniables difficultés économiques, dues cette fois à une mauvaise orientation des investissements, liée à des manifestations de *«bureaucratisme»* et à *«l'insensibilité du pouvoir au regard des aspirations de la population»*.

Il convient donc de *«réorienter l'activité économique, et d'assurer la coparticipation ouvrière à toutes les questions importantes»* (*Cahiers du Communisme*, novembre 1976).

Troisième grande lutte de la classe ouvrière polonaise, plus ample encore que les précédentes, les mouvements de cet été seront analysés par le PCF de la même manière : difficultés économiques, justifiées par le fait que la Pologne étant fortement endettée envers les pays occidentaux, elle subit la crise de ceux-ci. Mécontentement populaire à cause de ces difficultés. Erreurs du parti : *«Le débat démocratique a fait défaut. Un décalage est progressivement apparu entre les discours officiels et les préoccupations de la population»*. Les analyses étant les mêmes, les perspectives le sont aussi : *«Il convient d'élaborer et d'appliquer des réformes de structure et de gestion de l'économie, en un mot une nouvelle politique économique»*, tout en créant les conditions d'une *«meilleure participation des travailleurs aux décisions et à l'exercice de leurs responsabilités»*.

A chaque fois donc, la question centrale, celle de la place de la classe ouvrière dans la société polonaise, est éludée. Ce n'est pas le système qui est en cause, pour le PCF, mais simplement son fonctionnement.

## Crise de croissance ou remise en cause du système ?

A des explications qui tendent à devenir traditionnelles, le PCF ajoute cette fois-ci un nouvel élément : la Pologne serait confrontée *«à des problèmes internes nés de son propre développement»* disait Marchais dès le 2 septembre, avant d'ajouter : *«Il faut en effet ne pas perdre de vue que la Pologne a connu, dans la dernière décennie, un développement industriel considérable, des améliorations sociales réelles. Mais ce développement lui-même — outre les erreurs commises — a fait apparaître certaines insuffisances, il a conduit à des blocages, d'autant plus ressentis que les besoins sociaux se sont accrus»*. Crise de croissance, donc, qui ne ferait au fond que prouver l'avancée du socialisme en Pologne...

De fait, il y a bien eu un puissant essor industriel de la Pologne, principalement dans la première moitié des années 70. Mais pour quoi, et au profit de qui ?

Dès 1970, avec l'arrivée de Gierek au pouvoir, la Pologne s'est lancée dans une politique d'industrialisation à outrance, officiellement pour permettre *«la satisfaction des besoins des consommateurs et l'élévation du niveau de vie de la société polonaise»*. En fait, ce sont principalement les industries électromécaniques et chimiques qui ont profité du boom économique, réalisé à partir d'investissements financés pour une large part par des emprunts à l'étranger. Pourquoi ces industries-là qui aujourd'hui occupent plus des deux-tiers du commerce extérieur polonais ? Parce que la *«division socialiste du travail»*, introduite au sein du COMECON, assignait à la Pologne cette *«spécialisation»*. S'il est donc vrai que les usines fleurissent en Pologne, leur production n'est pas principalement tournée vers la satisfaction des besoins des masses, mais vers les voisins du COMECON, et en premier lieu l'URSS (dont plus de 10 % des importantions en machines viennent de la Pologne).

Les distorsions économiques ainsi introduites n'ont pas créé des difficultés pour tout le monde. Pendant que les travailleurs continuaient à subir des conditions de vie pénibles, s'aggravant même, d'autres ont tiré parti de l'essor industriel. Ce sont ces privilégiés que dénonçaient les grévistes, ces membres de l'appareil disposant de magasins spéciaux, bien approvisionnés, ces policiers profitant d'avantages sociaux supérieurs, ce directeur de la radio-télévision, aujourd'hui accusé, qui a bâti une fortune colossale depuis 1970. Et ce n'est pas un hasard si le PCF est resté d'une remarquable discrétion à ce sujet : il y a là la preuve des inégalités du régime polonais, la preuve qu'une minorité parvient à s'enrichir au détriment de la grande masse des travailleurs.

Ce n'est pas une *«crise de croissance»* née d'une avancée du socialisme que l'on constate en Pologne, mais bien la mise en lumière d'un antagonisme entre cette minorité, tirant sa force de sa présence au pouvoir, et la classe ouvrière.

SUITE DE LA PAGE 2

quand même que la nouvelle ligne proposée comporte une critique de la démarche du Programme commun, et semble nourrir l'ambition de prendre la relève en tant que perspective politique. Or, un manque cruel se fait sentir en la matière, au PCF, depuis mars 1978. Or, Damette et Sheibling ne renoncent pas, au contraire à *«un mouvement majoritaire qui s'exprime par la voie électorale»* (15). Ce qui n'est pas envisageable sans alliance avec le Parti socialiste. Mais à une condition : *«L'union de la gauche est désormais conçue par nous comme un instrument nécessaire pour concrétiser au plan de l'Etat les avancées du mouvement social* (...) *il faut que le rapport de force politique permette cette traduction. C'est bien pour cela qu'aujourd'hui, dans cette perspective, nous insistons sur l'idée du rééquilibrage de la gauche dans le bon sens»*. (16)

On sait avec quelle constance le PCF se consacre aujourd'hui à ce dernier objectif. D'où une question : avec le flou qu'il entretient sur la question des voies de la prise du pouvoir, avec la possibilité qu'il offre de donner le vernis d'une portée politique à l'intervention du PCF dans les luttes immédiates, le nouveau discours autogestionnaire n'aurait-il pas pour fonction essentielle d'assurer l'intérim en attendant la possibilité de reconduire une union de la gauche sur la base d'un rapport de forces plus favorables au parti de Georges Marchais ?

### Au 9e mois d'occupation par l'armée soviétique

# LA GUERRE FAIT RAGE EN AFGHANISTAN

**Selon des informations parvenues en Europe occidentale, en ce début de semaine, les Soviétiques auraient subi un important échec militaire dans la vallée du Panjchir, au nord-est de Kaboul, et perdu plusieurs centaines d'hommes. Ces informations restent à confirmer mais, ce qui est certain c'est que les combats engagés dans cette zone, depuis un mois, sont particulièrement âpres. L'acharnement de la résistance est à la mesure de l'enjeu, que nous décrivons ci-dessous.**
**Les combats ne sont évidemment pas limités à ce secteur. Depuis qu'en juin, l'URSS a annoncé un *«retrait partiel»*, elle a, en fait, débarqué à Kaboul, par ponts aériens, ses unités de commandos spécialisées dans la lutte anti-guérilla, et ses blindés légers. Dans le même temps, elle a multiplié ses bombardements par les MIG, et engagé massivement ses hélicoptères blindés, les M 24, qui tuent la population des villages *«suspects»*. Ainsi, les villages situés autour de l'agglomération de Kaboul continuent de faire l'objet de violents bombardements. Des témoins afghans, de passage en France, ces dernières semaines, font état de l'afflux de réfugiés aux abords de la capitale, et de la mort, dans les rues, d'enfants dont les familles se retrouvent dans le plus grand dénuement, à la suite de la destruction de leurs villages.**

## L'enjeu des combats dans la vallée du Panjchir

Ce mois de septembre, un des faits les plus marquants dans les développements de la situation militaire en Afghanistan, est l'offensive lancée par les Soviétique dans la vallée du Panjchir, à une centaine de kilomètres au nord-est de Kaboul. L'objectif de l'offensive est de prendre le contrôle de cette vallée, qui est un bastion de la résistance afghane. Ce qui se joue là est en fait d'une importance vitale pour l'ensemble de la résistance, à l'intérieur du pays. En effet, la vallée du Panjchir, qui est longue de dizaines de kilomètres et s'élève jusqu'à plus de 5000 mètres d'altitude (montagnes de l'Hindou Kouch), est située à proximité de la route stratégique reliant la frontière soviétique à Kaboul, et elle sert de plaque tournante aux relations entre plusieurs fronts de résistance intérieure.

### Tactique soviétique

La prise de contrôle de la vallée du Panjchir, visée par les Soviétiques s'inscrit dans leur tactique militaire actuelle, en Afghanistan. Pour le moment, ils contrôlent pour l'essentiel Kaboul et quelques axes de communication. Il semble qu'ils veuillent renforcer ce contrôle, et mettre sur pied, en matière d'axes de communications, une infrastructure qui devrait faciliter la circulation des troupes et du matériel militaire. Ceci est liée à la perspective d'une installation prolongée en Afghanistan. Sans renoncer à la «pacification» du pays par les bombardements effectués sur l'ensemble du territoire afghan, s'assurer le contrôle des axes de communication et anéantir tout ce qui peut l'entraver, est sans doute un des objectifs militaires prioritaires des Soviétiques.

### L'unité nationale

En même temps, en servant à relier entre elles plusieurs zones de résistance, la vallée du Panjchir revêt une importance particulière pour la lutte, contre l'occupant. Car celui-ci table notamment sur l'isolement des différentes ethnies et des différentes régions les unes par rapport aux autres, il cherche à tirer partie du morcellement traditionnel tant géographique qu'humain, de l'Afghanistan. C'est ainsi qu'il a essayé, ces derniers mois de réduire par la famine, la résistance Hazara, en encerclant et en isolant le Hazaradjat, au centre du pays, à l'ouest de Kaboul. Or, les relations se sont développées entre différentes zones de résistance et une coordination a commencé à s'établir entre les combattants du Hazaradjat, au centre, ceux du Badakshan, au nord-est, près de la frontière soviétique, ceux du Nouristan, à l'est, près de la frontière pakistanaise. L'établissement de relations entre ethnies différentes et fronts correspondants s'est manifesté dès 1979, dans la lutte contre le régime pro-soviétique, donc avant même l'occupation massive par l'URSS. Ainsi, dès juillet et août 1979, le front du Nouristan — province libérée depuis octobre 1978 — envoyait des groupes de combattants rejoindre le front de Badakshan, la résistance du Panjchir, et celle de Laghman, province plus au sud. De même, le soulèvement du peuple hazara, en 1979, avait été suivi de l'envoi de combattants hazaras auprès d'autres fronts de lutte. D'autre part, certains fronts exercent, en tant que tels, des activités militaires dans plusieurs provinces, en collaboration avec d'autres forces et fronts de résistance : c'est le cas du front des combattants Modjahed d'Afghanistan qui lutte actuellement dans le Nouristan, le Hazaradjat, à Ghazni, à Kaboul, etc. Ainsi s'ébauche un début d'unité nationale dans la lutte contre l'occupant soviétique. C'est un facteur important de la survie et du renforcement de la résistance afghane, à l'avenir. La prise de contrôle par l'URSS, de la vallée du Panjchir, serait donc aussi un handicap pour l'organisation des relations entre différentes forces combattantes, dans cette région de l'Afghanistan.

### L'approche de l'hiver

Par ailleurs, en lançant cette offensive en septembre, les Soviétiques visent à aggraver la situation de la résistance à l'approche de l'hiver. Les modjahidines qui disposent toujours de très peu de moyens modernes de transports, connaîtront de très graves difficultés dans leur liberté de mouvement et leur ravitaillement, si des voies naturelles de communication comme le Panjchir tombent sous le contrôle des Soviétiques, et alors que toute la région sera fortement enneigée. Dans leur offensive, les Soviétiques utilisent de gros moyens, plus particulièrement les bombardements aériens massifs par les avions et les hélicoptères blindés, particulièrement meurtriers. C'est aussi un terrain d'expérimentation pour les unités anti-guérilla, et les blindés légers que l'URSS a commencé à envoyer en Afghanistan dès juin et dont elle a intensifié l'envoi depuis, par un important pont aérien avec Kaboul, durant l'été. C'est notamment pour combattre dans cette région et également d'autres, que le gouvernement de Babrak Karmal essaie d'organiser actuellement des corps de «volontaires», en proposant d'importants avantages matériels ceci pour tenter de suppléer à la décomposition fortement avancée de l'armée régulière afghane.

## D'où viennent les armes de la résistance ?

### Le point de vue du commandant de l'armée de libération du Nouristan

Après 9 mois d'occupation, le peuple afghan ne dispose toujours que d'un armement très faible face à l'énorme puissance militaire soviétique. Alors que la propagande pro-soviétique a fait état d'importantes fournitures d'armes aux résistants afghans, ces derniers mois, en réalité, la situation de ce point de vue, reste inchangée. Dans une interview qu'il vient d'accorder à *Sewome Agrab*, l'organe de la Fédération des étudiants afghans à l'étranger, Anwar Amin, commandant en chef de l'armée de libération du Nouristan, indique ce qu'il en est de l'aide extérieure aux patriotes nouristanais. Nous citons ici des extraits de son interview, sur lequel nous reviendrons plus largement. Rappelons que le Nouristan a été la première «zone libérée» de l'Afghanistan en octobre 1979 : cette province échappait désormais totalement au contrôle des forces pro-soviétiques. Depuis cette date, notamment en février-mars derniers, le Nouristan a subi, en même temps que la vallée du Khunar de très violentes attaques de la part des Soviétiques. Après une période très critique, les combattants nouristanais sont parvenus à reprendre le contrôle de leur province.

A la question : quels pays, jusqu'à présent, ont aidé les mouvement de résistance ? le commandant Anwar Amin répond : *«Jusqu'à maintenant, aucun pays n'a aidé les principaux fronts de notre guerre islamique et nationale, cela ne veut pas dire qu'ils n'ont donné aucune aide à certains partis et organisations humanitaires. Mais, dans nos tranchées sanglantes, nos combattants n'ont jamais reçu d'aide de la part d'autres pays. Sur les fronts de l'intérieur du pays, se battent les vrais combattants ; une petite aide militaire leur suffirait pour faire évoluer considérablement la guerre contre les russes.*

▶ Savez-vous si à l'intérieur du pays, d'autres fronts ont reçu une aide ?

*A ma connaissance, ils n'ont reçu aucune aide de nulle part. Je suis en contact permanent avec d'autres chefs de la résistance, par exemple les Hazaras, au centre.*

▶ Que pensez-vous des accusations des russes, comme quoi des pays impérialistes donneraient des armes aux résistants afghans ?

*Oui, c'est vrai d'un certain point de vue. Un des plus grands pays impérialistes du monde donne une aide militaire à nos combattants, partout, même à l'intérieur du front ; ce grand pays impérialiste ; c'est la Russie ! Elle réprime notre résistance en n'hésitant pas à utiliser toutes les armes, sur le front, armes que nous récupérons d'ailleurs, après d'héroïques combats. Je sais que les Russes accusent les pays occidentaux. Mais, le point essentiel est que pour l'armement, nous comptons sur nos propres moyens».*

A la question posée de savoir si à l'avenir le besoin en armes ne va pas se faire sentir d'une manière de plus en plus cruciale et aussi comment est envisagée l'éventuelle demande d'aide militaire extérieure, le commandant Anwar Amin répond : *«En réalité depuis le début de la guerre, nous avons toujours eu besoin d'armes, d'autant plus que nous nous trouvons face à la plus grande machine de guerre. Nous ne voulons pas mendier auprès du monde, nous acceptons notre devoir : sauvegarder notre religion, reconquérir l'indépendance, défendre la paix mondiale et lutter contre le plus grand agresseur du monde. Réciproquement les peuples du monde ont des devoirs envers nous, qu'ils doivent respecter. En tout cas, nous comptons sur nous-mêmes ; et même s'il n'y a aucune aide, nous luttons, non pour attirer ou espérer une aide quelconque, mais pour faire triompher le plus vite possible notre juste cause. Nous acceptons toutes sortes d'aide qui soient sans conditions. Les peuples du monde doivent savoir qu'ils nous ont laissés longtemps seuls. Je m'adresse surtout à ceux qui luttent pour la liberté des peuples dans le monde».*

### «Nous sommes plus unis et plus expérimentés»

Le commandant de l'armée de libération du Nouristan évoque ensuite la situation particulière dans cette province, toute proche de la vallée du Panjchir qui a été soumise à l'offensive soviétique de ces dernières semaines :

*«Nous étions les premiers à commencer la guerre, malgré nos faibles réserves ; mais au point de vue militaire et politique nous sommes solides. Le peuple du Nouristan perdra peut-être tout, comme cela s'est déjà produit, mais il gardera sa volonté et sa foi. Ceci n'est pas particulier au peuple du Nouristan, c'est vrai pour tout l'héroïque peuple de notre bien-aimée Afghanistan. L'union solide et consciente du peuple du Nouristan, autour du «haut commandement du front de la guerre sainte», a brisé les complots contre nous et est garant de notre progrès. Il faut souligner que notre pays, et, en particulier le Nouristan, vit dans une grande désorganisation économique à laquelle s'ajoute la maladie et les difficultés d'avoir des médicaments. De plus, nous avons tous perdus notre logement. En hiver dernier, l'ennemi, profitant du grand enneigement, a sauvagement bombardé des centaines de villages, allant de Barycotte à Asmar, jusqu'aux derniers confins du Kunar. Par conséquent, une très grande partie de cette région est dépeuplée, les habitants ont dû fuir. Actuellement, au Nouristan, la vallée de Petch subit des Russes, les plus cruels bombardements. Malgré tout cela, nous sommes plus unis et plus expérimentés. Par exemple : dans notre région, nous nous sommes unis avec les tribus pachtouns de Godjar, ce qui n'était jamais arrivé auparavant».*

**Kim Dae Jung a été condamné à mort le 17 septembre par la cour martiale de Séoul. Cet homme représentait l'opposition au dictateur Park Chung Hee, assassiné par le chef des services de renseignements, le 29 octobre 1979, — opposition regroupée autour de deux thèmes essentiels : la démocratisation du Sud et la réunification nationale. Les faits retenus contre Kim Dae Jung sont extrêmement minces : aucun témoin, aucune preuve. Par contre les chefs d'accusations sont caractéristiques : Kim Dae Jung est accusé d'avoir été l'instigateur des émeutes de Kwangju en mai dernier, alors qu'il se trouvait en prison, et d'être le fondateur d'un mouvement pour la réunification de la Corée, crée à Tokyo, alors qu'il était prisonnier des services coréens de renseignements.**

# L'occupation américaine, fondement du régime sud-coréen

**Par Grégoire CARRAT**

Il est étonnant que l'on puisse prétendre — comme le font généralement les grands moyens d'information — que les Etats-Unis sraient resté inactifs, ou très discrets dans les événements qui ont eu lieu depuis un an en Corée. D'abord parce que les Etats-Unis disposent de moyens décisifs pour intervenir en Corée, ensuite parce qu'ils ont un intérêt majeur à contrarier toute évolution décisive du fait de leur occupation qui se poursuit depuis trente-cinq ans.

## La division du pays

La division du pays est œuvre américaine : alors que les troupes japonaises avaient été défaites en août 1945, l'armée américaine débarque le 8 septembre et *«établit l'administration militaire sur la Corée du Sud du 38e parallèle de latitude Nord et sur les habitants»*. (ordre de Mac Arthur). En 1948, les Etats-Unis organisèrent des élections au Sud pour installer un régime qui leur soit dévoué, dirigé par Syngman Rhee. En juin 1950, en réponse aux propositions formulées par le Nord d'entreprendre la réunification, la guerre était déclenchée, qui dura un an. L'occupation américaine a correspondu à son origine, à la stratégie dite de *«containment»*, qui prétendait réduire l'extension des mouvements de libération en Asie.

## Le porte-avion coréen

Les Etats-Unis ont installée en Corée une force permanente de 40 000 hommes, ainsi que des bases pour l'aviation où sont entreposées 192 armes nucléaires transportées par des bombardier Phantom, 144 têtes de roquettes nucléaires sol-sol et 14 têtes de missiles sol-air.

De ce fait la Corée est étroitement intégrée au système militaire américain. Ce qui se traduit de trois manières. D'abord les Etats-Unis contrôlent l'armée coréenne et ce de manière encore plus étroite depuis qu'en 1977 a été mis en place un commandement conjoint américain et sud-coréen. Ensuite la Corée dépendant du commandement américain du Pacifique, elle est comprise dans l'aire d'application du Pacte de sécrité nippo-américain ; cela était réaffirmé en 1975, lors d'une importante rencontre entre le président US et le premier ministre japonais qui définirent *«les nouvelles clauses coréennes»* : *«Ils ont été unanimes à considérer que la sécurité de la Corée du Sud est indispensable pour le maintien de la paix dans la péninsule et que ce maintien est nécessaire pour la paix et la sécurité de l'Asie Orientale, y compris le Japon. Et en vue de ce maintien de la paix, ils ont pris note de l'importance qu'acquièrent les décisions actuellement en vigueur pour sa sécurité»*, c'est-à-dire, était-il précisé par ailleurs, le campement de l'armée US en Corée, l'Accord d'armistice et le Pacte de sécurité nippo-américain. Enfin, sur le plan politique, les Etats-Unis apportent un appui continue au gouvernement de la Corée du Sud, essayant depuis 1975, de faire admettre à l'ONU, la République de la Corée qu'ils ont installée afin de perpétuer indéfiniment la division du pays et pouvoir y maintenir leurs bases.

## L'aide américaine à la répression de Kwangju

L'arrivée de Carter au pouvoir a été marquée par l'annonce d'un retrait progressif des troupes américaines de Corée, tout en maintenant les bases aériennes et en augmentant l'assistance militaire au régime sud-coréen. En fait, le retrait des troupes a été très rapidement suspendu et une augmentation des effectifs terrestres a même pu être notée. Par contre l'assistance militaire a été accrue, tandis qu'était mis en place un commandement militaire conjoint américano-sud-coréen.

Il n'est pas de pays au monde, où les Etats-Unis soient aussi directement impliqués dans la conduite des affaires poilitiques. En témoigne l'affirmation de l'ancien chef de la CIA, Dulles, qui considérait que le coup d'Etat de 1961, qui avait porté Park Chung Hee au pouvoir était sa *«plus belle réussite»*. Ainsi n'ont-ils pas été étrangers aux événements qui ont contribué à porter Chon au pouvoir. L'assassin de Park Chung Hee prétendait qu'il avait l'appui des Etats-Unis, dont l'ambassadeur à Séoul était un de ses familiers. Plus fondamentalement, la répression sanglante de Kwangju — qui a été le point de départ de l'ascension de Chon — ne s'est pas faite sans l'aval des Etats-Unis et du commandement conjoint. Le 24 mai, le général américain Wickham qui dirige l'état-major conjoint a donné l'autorisation à l'armée coréenne de détacher *«un nombre indéterminé de troupes sud-coréennes pour faire face au désordre»*. Le Pentagone annonçait au même moment l'envoi de radars volants vers la Corée, tandis que les porte-avions Midway et Cural Sea faisaient route vers ses côtes.

Sans être tonitruante, la participation américaine à la répression du mouvement populaire coréen n'en a donc pas moins été désicive.

## La doctrine des droits de l'homme accomodée

A considérer certaines prises de positions publiques, le gouvernement américain pourrait cependant n'être pas entièrement satisfait du tour pris par les événements. En décembre 1979, le général Chon a placé les Etats-Unis devant un fait accompli : il avait utilisé sans autorisation les troupes pour prendre le pouvoir dans l'armée. Ce qui ne signifie pas qu'il n'a pas eu de solides appuis dans le commandement américain. Mais bien qu'ils aient affirmé à plusieurs reprises souhaiter un gouvernement civil et fait état de leurs *«préoccupation»*, les Etats-Unis n'ont fait aucun geste concret pour désaprouver le général Chon.

De même, le secrétaire d'Etat américain a bien averti le gouvernement de Séoul que l'avenir des relations américano-sud-coréennes était lié au sort de Kim Dae Kung, sans d'ailleurs pouvoir fournir d'autres précisions. Mais, en juin, Carter énoncait déjà clairement les limites de la désaprobation américaine en affirmant que *«les Etats-Unis ne pouvaient rompre leurs relations avec leurs alliés, amis et partenaires commerciaux, au risque de les voir passer sous influence soviétique, pour la simple raison qu'ils ne partagent pas nos critères concernant le respect des droits de l'homme»*.

De fait, le gouvernement américain qui craint par dessus tout le développement d'un mouvement populaire radical qui exigerait nécessairement la réunification du pays et par voie de conséquence, le retrait des forces américaines s'accomode de l'évolution actuelle. Même s'il est contraint publiquement d'exprimer certaines réserves en matières de *«respects des droits de l'homme»*.

# Les causes du mouvement populaire

*«Aujourd'hui, ce qui est important, c'est la vie de Kim Dae Jung»*, nous dit M. Lee, patriote coréen actuellement en France. C'est dans la ville d'origine de Kim Dae Jung qu'eurent lieu les plus importants événements. Tandis que des manifestations pour la démocratie se déroulaient dans tout le pays, le 20 mai l'armée était chassée de Kwangju, la quatrième ville du pays. Le 27 mai, l'assaut était lancé contre elle par les blindés du général Chon, faisant des centaines de morts. *«Des milliers d'étudiants sont recherchés, leur tête est mise à prix. Ils sont passés dans la clandestinité»*, reprend M. Lee, *«cela signifie qu'il parviennent à se cacher... Les étudiants passés dans la clandestinité disent : notre lutte a été trop pacifique face à l'armée, nous ne pouvons pas lutter avec nos poings et avec de pierres»*. Pour avoir été atroce, la répression du général Chon n'a pas, estime M. Lee, pu écraser les aspirations du peuple. Les causes du soulèvement de mai son toujours présentes, sans doute aggravées. Kim Dae Jung estimait en février que *«le peuple de Corée du Sud est mécontent de l'attitude peu claire du gouvernement à propos de la rédaction de la nouvelle constitution, de son refus obstiné de restituer leurs droits civiques et politiques à ceux qui, pendant bien des années, se sont battus pour les institutions démocratiques, et de son refus de lever la loi martiale»*.

On sait ce qu'il en est aujourd'hui !

Une seconde raison de la croissance du mouvement populaire est que l'on assiste à la fin du miracle coréen. L'année 1980 s'annonce comme une année à croissance zéro, tandis que l'inflation fait rage depuis 1978. Les causes de cette situation sont dans le type même de développement reposant sur une industrialisation tournée vers l'exportation. De plus la situation de la paysannerie, qui est passée de 50 à 28 % dans les vingt derniers années, s'est détériorée. Cette situation était une des causes des mouvements populaires à Pusan en octobre 1979. Elle a pesé également dans le déclenchement des mouvements du printemps.

Une troisième question, beaucoup plus discrètement évoquée car très violemment réprimée, est présente dans le mouvement d'opposition à la dictature : il s'agit de la volonté de réunification nationale. L'un des points fondamentaux de l'opposition est l'exigence du dialogue avec le Nord, et la critique de l'absence d'initiatives du gouvernement. Or il est intéressant de relever qu'au début de l'année, alors que la censure a été allégée un article d'un professeur de l'université de Séoul a été largement publié dans tout le pays et a rencontré un écho favorable. Il disait notamment : *«Depuis sa libération, le peuple coréen a été confronté à trois problèmes majeurs : l'établissement d'un système démocratique, la réforme de la structure économique et sociale et la réunification nationale....*

*Pour que le mouvement de réunification prenne une nouvelle orientation il faudra un changement profond dans la perception du problème et dans l'attitude à l'égard de la Corée du Nord ... Il est temps d'abandonner l'attitude traditionnelle qui consiste à considérer la réunification comme étant en contradiction avec la sécurité ... il faut se libérer de la mentalité héritée de la guerre froide...»*.

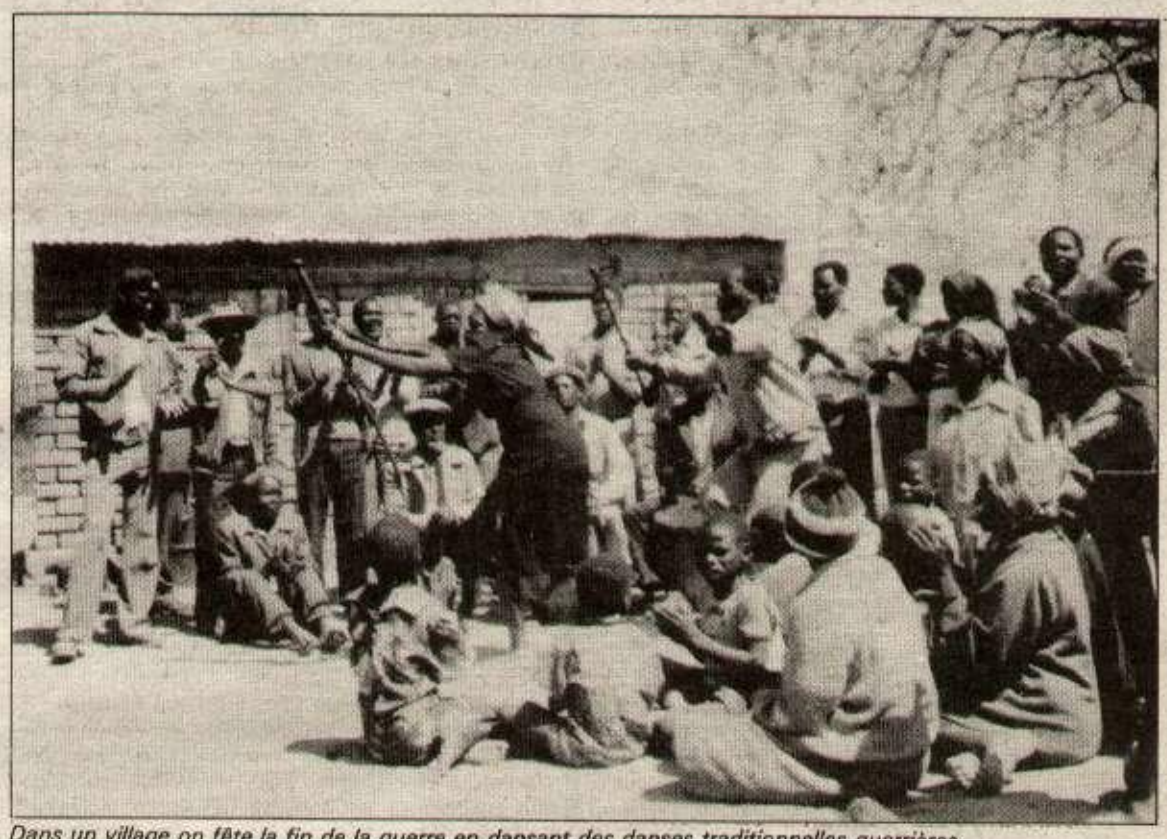
Les aspirations ouvertement exprimées depuis le début de l'année ne sont pas liées à une situation conjoncturelle mais expriment un mouvement profond du peuple coréen. Leur satisfaction suppose un affrontement violent avec le régime du général Chon, et au-delà une remise en cause de l'occupation américaine, et laisse prévoir dans un avenir relativement proche de nouveaux développements. Que sera alors l'attitude des Etats-Unis ? Là est peut-être l'une des causes essentielles des discordances de la politique américaine : appuyer le général Chon sans réserve comme le fait le commandant en chef des forces en Corée, ou chercher une issue «démocratique» d'autant plus aléatoire que les Etats-Unis ne protestent que mollement face aux massacres, d'une part, ce qui leur ôte tout crédit de la part des démocrates et d'autre part parce que toute issue démocratique suppose qu'on l'engage dans la voie de la réunification incompatible avec la présence US.

# CARNET DE VOYAGE AU ZIMBABWE INDEPENDANT

**Une délégation du Comité Zimbabwe vient d'effectuer une visite de trois semaines au Zimbabwe. Elle a rencontré plusieurs dirigeants du gouvernement et de la ZANU. Elle a également séjourné dans le pays où elle a pu s'entretenir avec des militants et des responsables de l'armée de libération. Jean-Pierre CHAMPAGNY, qui faisait partie de cette délégation, poursuit aujourd'hui la publication d'un carnet de voyage.**

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

PHOTOS JEAN - PAUL GIRARD



*Dans un village on fête la fin de la guerre en dansant des danses traditionnelles guerrières.*

## Une indépendance qui reste à conquérir

*«Nous n'allons pas vous raconter d'histoires et vous dire que tout va bien. Aujourd'hui, nous devons reconstruire le pays et mettre sur pied le gouvernement»*. M. Muzenda, ministre des Affaires Etrangères nous décrit ainsi la situation à laquelle doit faire face le gouvernement de Robert Mugabe. Tous les dirigeants de la ZANU que nous avons rencontrés font preuve de la même lucidité. Ainsi le ministre de l'Information et du Tourisme, M. Shamyarira nous déclare : *«Nous consolidons actuellement le pouvoir acquis lors de l'indépendance. Nous n'avons pas entièrement le pouvoir militaire, ni le pouvoir administratif. Nous n'avons pas non plus le pouvoir économique, confisqué par les multinationales. Nous devons prendre un par un les éléments du pouvoir. La conquête du pouvoir n'est pas finie !»*. Et le ministre prend l'exemple des augmentations de salaires : le salaire minimum est à 70 dollars pour les ouvriers, 45 pour les ouvriers agricoles et 30 pour les domestiques. Il nous explique que les patrons trichent avec la loi : ils retirent du montant des salaires les avantages acquis (nourriture, logement) annulant ainsi les augmentations. De ce fait il peut arriver que les travailleurs se retournent contre le gouvernement,estimant qu'il n'a pas tenu ses promesses. Les militants de la ZANU doivent donc vérifier les feuilles de paie et intervenir quand il y a des problèmes. La charte du travailleur que le gouvernement vient de faire passer au Parlement définit pour la première fois les droits des travailleurs. La ZANU se propose de reconstruire des organisations syndicales : *«Elles mobiliseront les travailleurs pour obtenir davantage ; ils auront le parti et le gouvernement à leurs côtés. Cela fait partie du processus de lutte qui a commencé après l'indépendance»*. Paradoxalement depuis avril, le gouvernement a fréquemment appelé à la reprise du travail des ouvriers en grève spontanée. Ces mouvements entraient en contradiction avec sa politique visant à éviter le départ des Blancs et à attirer les investissements étrangers.Mais le gouvernement se donne pour but d'aboutir à la satisfaction de leurs revendications en combinant le développement d'une législation avec la construction d'un rapport de forces à la base dans les entreprises.

Autre mesures importante prise pendant l'été : le ministre du Logement E. Zvobgo a limité à 10 dollars le loyer des logements dans les faubourgs africains (townships) ; nul doute que l'application de cette décision gouvernementale devra être vérifiée par la population.

### La discrimination existe encore dans les hôpitaux !

Dans le domaine de la santé, le gouvernement vient de réaliser un des objectifs les plus populaires du programme électoral de la ZANU : la gratuité totale des soins pour les chômeurs et les travailleurs ayant les plus bas salaires. Encore faut-il que la population africaine puisse bénéficier d'une médecine de qualité. Car la discrimination raciale était en vigueur dans les hôpitaux : elle n'a pas cessé, comme nous avons pu le constater à l'hôpital Andrew Fleming de Salisbury. Pour obtenir des résultats dans ce domaine, le ministre de la Santé, le docteur Ushewokunze ne se contente pas de publier des décrets et de faire des discours. Il effectue une tournée des hôpitaux inspectant dans le détail chaque service pour imposer au personnel la fin de la discrimination. Début septembre, la presse titrait : *«Le ministre de la Santé fait pleurer les infirmières à l'hôpital de Gwelo»*. En effet, le docteur Ushewokunze, en visitant cet établlissement s'était aperçu qu'on pouvait y trouver des salles surpeuplées pour les Africains alors que les malades européens étaient dans des locaux spacieux ; il avait également constaté une discrimination en ce qui concerne la nourriture des malades. Il a fallu qu'il se mette en colère et qu'il utilise la menace à l'égard des infirmières et des médecins pour obtenir des modifications. La seule excuse avancée par la direction de l'hôpital de Gwelo, c'est que, comme ils n'avaient pas reçu d'instructions précises, il n'y avait pas de raison de changer quoi que ce soit !

### Les promesses des occidentaux ne sont pas tenues

Mais, pour le gouvernement, la priorité des priorités, c'est la question de la terre et de la réinstallation des réfugiés. La redistribution des terres blanches est limitée pour deux raisons : d'abord les accords de Lancaster House ne prévoient que la reprise des terres non exploitées et le rachat des fermes sous-exploitées : d'ailleurs le gouvernement

SUITE PAGE 14

## «Nous étions toujours avec la ZANU»

### Entretien avec les jeunes de la mission Saint-Augustin de Penhalonga

**Ce dimanche de fin août, nous arrivons vers 9 heures à la mission Saint-Augustin de Penhalonga près d'Umtali. Après plusieurs kilomètres de piste nous découvrons l'église de briques rouges entourée d'une dizaine de bâtiments qui sont les dortoirs et les salles de classe de l'école secondaire tenue par les missionnaires. On nous a dit qu'il serait intéressant de discuter avec les élèves de cette école qui a continué à fonctionner dans cette région largement contrôlée par la guérilla.**

Bien entendu, un dimanche matin, tout le monde est à la messe. Nous demandons à un groupe de jeunes qui est en retard à l'office s'ils connaissent des sympathisants de la ZANU parmi leurs camarades. Ils font semblant de ne pas comprendre : à Saint-Augustin, on a gardé la bonne habitude de ne pas raconter n'importe quoi à n'importe qui...

Mais, quelques instants après, à la sortie de la messe, une dizaine d'élèves, de 16 à 19 ans nous entourent et, une fois qu'ils se sont assurés de notre identité et de nos intentions, nous accueillent très chaleureusement. Nous comprenons vite que nous avons affaire à un groupe de proches sympathisants de la ZANU qui ont une totale liberté d'expression et de réunion dans leur école. Pendant deux heures, nous allons leur poser toute une série de questions sur leur expérience politique et sur la situation actuelle. Ils nous apparaissent comme très politisés, très au courant des problèmes de la ZANU. Dans ce coin perdu, en pleine montagne, ces jeunes ne parlent pas un langage très différent des responsables et de dirigeants du parti que nous venons de rencontrer dans la capitale. Mais ils ne récitent pas un catéchisme politique. Chacun s'exprime très spontanément, et comme c'est souvent la cas dans la ZANU, on n'hésite pas à exposer des divergences.

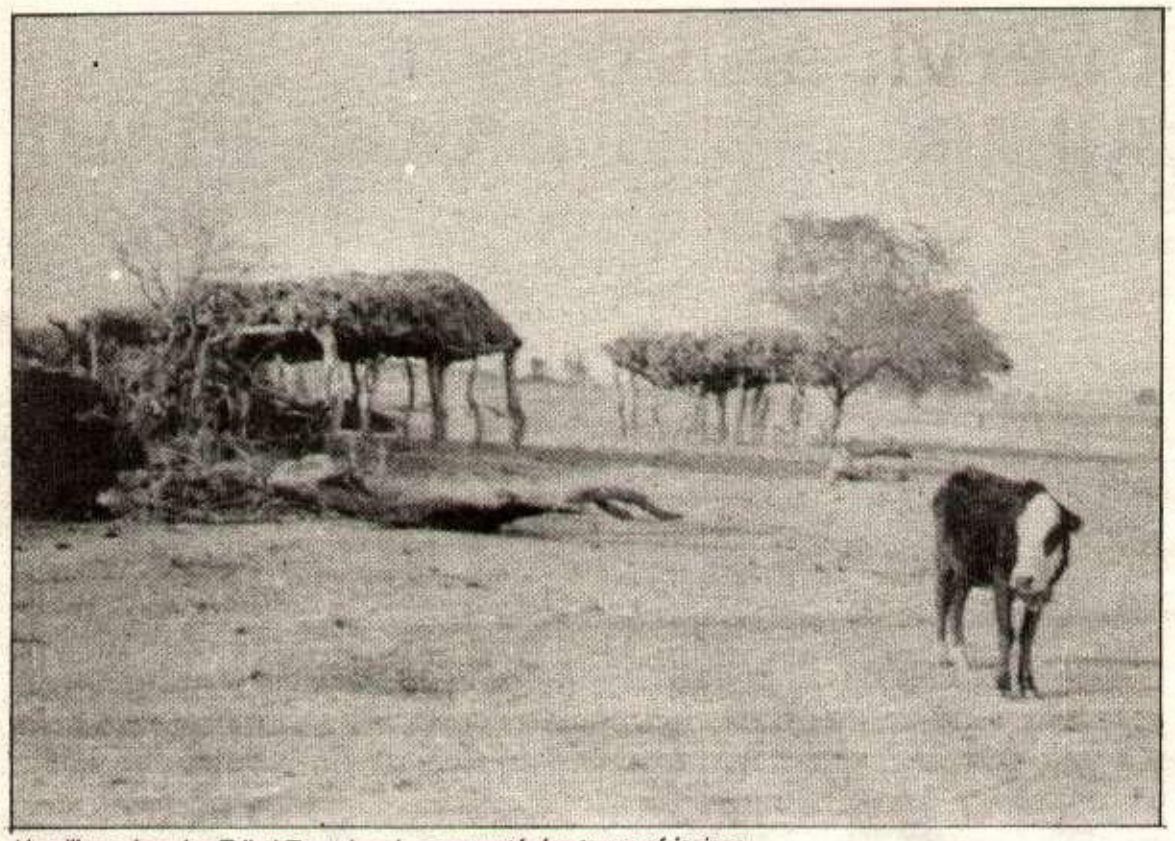
### Les premiers contacts avec la guérilla

Nous leur demandons quels ont été leurs contacts ces dernières années, avec la guérilla qui opérait dans la région. Les souvenirs se bousculent : *«Oui, je me rappelle la première fois où les combattants sont venus et nous ont rassemblés près de l'église. Il y avait des gens qui avaient peur, c'était la première fois qu'on voyait les combattants et certains disaient :* «Ça y est, ils vont tuer le supérieur et les missionnaires». *Mais ce n'est pas du tout ce qui est arrivé : ils étaient très gentils avec les missionnaires et tout le monde a été surpris. Je me souviens qu'à ce moment l'un d'eux a dit :* «Nous ne faisons pas la guerre sur la base de la discrimination raciale, mais pour en finir avec un système de discrimination».

*Par la suite nous avons pu leur poser toutes les questions que nous voulions sur le développement de la guerre et sur la politique du parti. Les combattant ne s'isolaient pas du peuple. Ils ne nous disaient pas :* «C'est nous qui avons les fusils, vous n'en avez pas, alors vous devez nous obéir». *Ils disaient que tous ceux qui soutenaient la guérilla étaient des combattants au même titre qu'eux. C'est ainsi que la ZANU (PF) réussissait à établir une véritable identification entre le peuple et les combattants».*

Un autre élève poursuit : *«Je me souviens que l'année dernière ils venaient le soir vers 7 heures. Ils nous ont parlé des négociations de Lancaster House au fur et à mesure qu'elles se déroulaient. Ils expliquaient que cette conférence était le résultat de la lutte armée. Ils nous disaient de ne pas nous reposer en pensant que nos problèmes allaient être réglés par la conférence seule, mais de toujours penser à la lutte. Une fois les accords signés ils nous ont dit que la lutte reprendrait si les objectifs du peuple n'étaient pas atteints. Ensuite nous avons discuté avec eux dans le détail de tous les problèmes qui se posaient : comment poursuivre l'alliance avec Nkomo ? Quel était le rôle donné à Peter Walls commme chef d'état-major de l'armée ? C'est grâce à ce genre de liens que le parti était toujours avec le peuple parce que nous étions toujours en contact avec lui. Nous étions toujours au courant de sa politique, jour après jour. Je pense*

SUITE PAGE 14



*Un village dans les Tribal Trust Lands : pauvreté des terres africaines*

## UNE INDEPENDANCE QUI RESTE A CONQUERIR

SUITE DE LA PAGE 13

entend bien protéger l'existence des grandes exploitations commerciales tenues par les fermiers blancs.

Comme le gouvernement rachète, ou fait occuper, au coup par coup, les exploitations disponibles, on ne peut encore donner une vue d'ensemble du processus de redistribution. On ne sait pas non plus quelles formes vont prendre les nouvelles exploitations collectives. Comme les réfugiés sans terre sont installés en priorité, les paysans qui se trouvent sur les terres surpeuplées des Tribal Trust Lands risquent de devoir attendre plusieurs années encore la réforme agraire.

Mais pour ré-installer les réfugiés dans des régions ravagées par la guerre, il est nécessaire d'y rétablir toute une infrastructure qui a été complètement détruite : routes, hôpitaux, écoles. Par exemple, dans le domaine de l'éducation, le gouvernement se donne comme objectif, sur ses fonds propres, de rouvrir les écoles qui n'ont pas été détruites. Pour la reconstruction des autres écoles, il fait appel à l'aide internationale.

Cette aide, en ce qui concerne les gouvernements occidentaux, est tout à fait insuffisante. Si beaucoup de dirigeants ont encouragé en paroles l'expérience du Zimbabwe, leurs intentions ne se sont guère concrétisées. En particulier, les Britanniques et les Américains qui avaient annoncé à Lancaster House la création d'un fonds spécial (permettant en particulier le rachat des terres) n'ont que très partiellement tenu leurs promesses : c'est ainsi que le gouvernement de Thatcher s'est empressé de déduire de l'aide à laquelle il s'était engagé le montant des bourses d'étudiants zimbabwéens en Grande Bretagne. Les difficultés du Zimbabwe viennent dans une large mesure de sa volonté d'indépendance et de non-alignement : voulant éviter l'aide conditionnelle des pays de l'Est, le gouvernement de Robert Mugabe ne reçoit qu'une aide au compte-goutte des Occidentaux ; ceux-ci entendent ainsi garder des moyens de pression pour protéger leurs intérêts économiques dans le pays.

### La situation des guérilleros

Le deuxième problème important que doit résoudre le gouvernement, c'est la situation des guérilleros qui se trouvent encore dans les points de rassemblement. En effet, mis à part les officiers de liaisons qui peuvent participer à l'administration locale, et les guérilleros qui sont intégrés dans la nouvelle armée nationale, la majorité des combattants se trouvent encore dans ces camps. C'est une situation profondément injuste, puisqu'ils se trouvent prisonniers (ils n'ont eu leurs premières permissions qu'en août), alors qu'ils ont libéré le pays.

Il semble que le général Walls, chef d'état-major pendant les trois premiers mois de l'indépendance, ait contribué à saboter le processus de constitution de la nouvelle armée, ce qui a aggravé la situation des guérilleros. De plus, comme les combattants de la ZANLA n'avaient guère, en général, les qualités requises pour une armée régulière, la fusion a été retardée parce qu'il fallait constituer des bataillons composés de soldats des trois armées (l'ancienne armée rhodésienne, celle de la ZAPU, celle de la ZANU).

La situation difficile de ces guérilleros explique largement les incidents avec des fermiers blancs dont la presse a fait état ces derniers mois. Etant donné l'attitude provocatrice des Blancs, dont nous avons déjà parlé, il est étonnant qu'il n'y ait pas d'incidents plus graves. Il semble qu'en général, l'intervention de policiers blancs, qui ne sont pas impartiaux — c'est le moins que l'on puisse dire — n'ait fait que mettre de l'huile sur le feu. Au contraire, l'intervention du commandement de l'armée de libération, quand il était prévenu à temps, a presque toujours permis de rétablir l'ordre.

### L'affaire Tekere

C'est dans le cadre de cette situation tendue qu'il faut comprendre l'affaire Tekere. Edgard Tekere, ministre de l'Emploi et secrétaire général de la ZANU a participé, début août, à une opération punitive contre un fermier blanc qui l'avait sans doute provoqué. A la suite de cette opération, ce fermier a été tué.

Conformément à la politique adoptée par la ZANU à l'égard des Blancs, Robert Mugabe a demandé à Tekere de se rendre à la justice. Il fallait montrer que la loi s'applique également à tout le monde, car c'était bien la légalité qui était en cause, si le ministre de l'Emploi refusait d'être jugé. Ensuite, le premier ministre l'a fait libérer en se portant personnellement garant de lui.

Le problème posé par l'affaire Tekere est l'objet de vives discussions dans la population et parmi les militants de la ZANU. On ne peut en conclure, comme l'a souvent fait la presse occidentale que Tekere aurait agi délibérément pour mettre au pied du mur le premier ministre qu'il aurait trouvé trop modéré. Cependant, l'affaire Tekere semble constituer un révélateur, une ligne de partage, entre ceux qui soutiennent inconditionnellement le gouvernement, et ceux qui trouvent que les choses ne changent pas assez vite, et pas assez.

### Rien n'est gagné

Car l'extraordinaire pari du gouvernement de Robert Mugabe qui consiste à tenter une réconciliation avec les colons après quinze ans de guerre, à construire un Etat au service du peuple, à partir de l'Etat d'un régime raciste, ce pari n'est pas encore gagné. Il semble que la population ait largement compris et approuvé cette politique de compromis. Mais elle commence à trouver que les choses ne vont pas assez vite. Un ami, militant de la ZANU à Salisbury nous disait, peu avant notre départ : *«Il faudra sans doute cinq à six ans au gouvernement pour réaliser les promesses contenues dans le programme électoral de la ZANU. Bien sûr, les gens le savent, et ne veulent pas tout, tout de suite. Mais s'il n'a pas réussi dans les quelques mois à venir, un certain nombre de réalisations significatives, il risque de perdre la confiance du peuple.»*

# Du parlement au siège de la ZANU

Quand on assiste aux séances du Parlement du Zimbabwe, on est tout de suite frappé, en voyant à quel point le cérémonial britannique y a été conservé (encore une concession pour rassurer les Blancs !) A l'ouverture d'une séance, le président de l'Assemblée (speaker) est annoncé solennellement : *«Mister speaker !»*. Précédé d'un laquais portant un mortier en or, il arrive, drapé dans une robe noire et coiffé d'une longue perruque grise. Il est escorté d'huissiers, en perruques également. Nous reconnaissons avec surprise M. Mutasa, que nous avions rencontré à Paris. en février, alors qu'il venait réunir des fonds pour la campagne électorale de la ZANU. Il nous reçoit ensuite, et nous avoue que cet accoutrement lui pèse, mais *«il faut bien leur laisser leurs fétiches !»*

Regroupés face aux bancs du gouvernement, les vingt députés du Front Rhodésien, y compris Ian Smith, occupent au maximum la tribune qu'on leur a laissée. Pas plus compléxés que leurs électeurs, ils interviennent à tout propos, pour critiquer les programmes de télévision, ou mettre en cause toute mesure qui, selon eux, *«menace la minorité»*. Les échanges sont souvent vifs et, avec les formulations imposées par le protocole britannique, cela donne des répliques du genre : *«L'honorable parlementaire me permettra-t-il de dire qu'il est un terroriste ?»*. Et Ian Smith lui-même, se permet de déclarer que le ministre de l'Information est un *«raciste»*, parce que celui-ci a déclaré *«s'il y a des Blancs qui n'acceptent pas le régime actuel, ils n'ont qu'à partir tout de suite !»*

A quelques centaines de mètres de là, c'est le siège de la ZANU, à Manicaroad. On ne dirait pas qu'il s'agit du parti dont les ministres sont au Parlement. Deux étages de bureaux au-dessus des magasins d'un quartier populaire, les escaliers encombrés de militants et de visiteurs qui s'interpellent et se saluent dans un désordre indescriptible, on a l'impression d'être dans le local d'une organisation d'étudiants avec une atmosphère de Mai 68 ; dans les couloirs, des ronéos en réparation, des tas d'affiches... Un commissaire politique, Herbert Hondo, nous reçoit quelques instants. Tout en nous parlant, il continue à signer des lettres. Faisant office de trésoriers, il a sur les genoux un attaché-case plein de liasses de billets, dans lequel il puise quand il doit faire effectuer des remboursements.

Herbert Hondo nous explique pourquoi la direction du parti majoritaire du Zimbabwe doit travailler dans de telles conditions. Quand les militants de la ZANU sont rentrés au pays avant les élections, tout leur matériel, archives, véhicules, imprimerie, etc... a été bloqué à la frontière du Mozambique.

En effet, les douanes demandaient des taxes exorbitantes. Dépourvu de tout puisqu'il était clandestin à l'intérieur du pays, le parti a dû acheter comptant les locaux dans lesquels il se trouve. Autre paradoxe : la ZANU, cinq mois après son arrivée au pouvoir ne dispose pas d'un journal, même hebdomadaire. Ce n'est que début septembre que son imprimerie a été remise en marche à Salisbury. Auparavant, les imprimeurs avaient refusé tout crédit pour une presse de la ZANU. M. Hondo nous dit que les permanents qui travaillent au siège central n'ont pas encore pu être payés. Mais le parti a refusé des subventions de la multinationale Lonhro dans la mesure où cette aide devait être liée à certaines conditions. Ainsi la ZANU, qui n'a jamais accepté d'aides sous condition, que ce soit de l'Occident ou du bloc soviétique pendant la guerre, est encore un parti pauvre, même en étant au pouvoir.

## «NOUS ETIONS TOUJOURS AVEC LA ZANU»

SUITE DE LA PAGE 13

*que la ZANU (PF) doit son succès à ce type de relation qu'elle a su établir avec le peuple».*

Mais il n'y a pas que des bons souvenirs : une nuit où se tenait un de ces meetings dans la mission, l'armée rhodésienne alertée par une dénonciation a encerclé la mission. Un guérillero qui n'avait pu s'échapper a été abattu sous les yeux des élèves : nos amis nous montrent les traces de balles à l'entrée d'une salle de classe.

Les guérilleros étaient d'autant moins étrangers à la mission que certains d'entre eux étaient d'anciens élèves, partis au Mozambique dès 1976-1977. Un autre élève se souvient : *«J'étais là en 1977 : beaucoup de jeunes passaient la frontière pour aller s'entraîner et s'engager dans l'armée de libération. A cette époque, il y avait une classe entière ou presque qui était partie pour traverser la frontière : il ne restait plus qu'un seul élève de cette classe à la mission. Comme la police avait appris leur départ, elle a envoyé un camion et a pu en intercepter plusieurs avant qu'ils ne passent la frontière. La police les a emmenés au poste de Penhalonga, les a interrogés, puis les a ramenés à l'école. Mais ensuite, malgré ce qui leur était arrivé, comme ils voulaient avoir un entraînement militaire, ils sont repartis quand même et ont réussi à traverser la frontière».*

### Les élections : un déroulement correct

Nous demandons ensuite aux jeunes de Saint-Augustin ce qu'ils pensent de l'affirmation répandue dans la presse occidentale selon laquelle la ZANU (PF) aurait gagné les élections en grande partie par l'«intimidation» dont se seraient rendus coupables les combattants qui n'étaient pas tous regroupés dans les points de rassemblement conformément aux accords de Lancaster House. En fait — nous explique-t-on — le gouvernement britannique

# Des guérilleros au service de la reconstruction

S'il est vrai que dans les hautes sphères de l'administration les Blancs jouent encore un rôle important, dès qu'on pénètre dans les Tribal Trust Lands («réserves africaines») il est évident, tout au moins en pays Shona, que la ZANU, dans chaque village constitue en fait l'autorité locale, soit parallèlement à l'ancienne administration, soit en la noyautant, comme nous avons pu l'observer.

C'est ainsi que, lorsque nous arrivons, après plus de cinq heures de trajet dans un autobus africain surchargé et cahotant, dans cette bourgade de la province de Fort Victoria, notre arrivée est très rapidement signalée par les mujibahs, jeunes de 15 à 18 ans qui étaient «les yeux et les oreilles» de la guérilla et qui se chargent toujours de la sécurité ; non sans zèle d'ailleurs : combien de fois avons-nous dû expliquer que nous n'étions pas des espions sud-africains !

A Bikita, centre administratif du district où nous séjournerons plusieurs jours, nous rencontrons Musa, officier de liaison de la ZANLA. Grand, flegmatique, veste de skaï noire et chapeau de cow-boy, Musa, qui a tout juste 25 ans est un héros pour les villageois qui racontent volontiers ses exploits : une fois, pendant la guerre, traqué par l'armée rhodésienne, il est entré dans une école a demandé à l'instituteur de se mettre sur un banc et a pris sa place au tableau noir... Aujourd'hui, Musa avec son adjoint Trinity joue un rôle important à Bikita : il assure la liaison entre la population qui ne reconnaît que son autorité et l'ancienne administration qu'on remet au service du gouvernement en la changeant progressivement. Quand nous le rencontrons, Musa s'occupe de l'inscription de paysans et de réfugiés qui viennent chercher des semences et des engrais envoyés par le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU : ils pourront ainsi se nourrir l'année prochaine. Ainsi Musa, combattant de la guérilla dans la région de Bikita, est-il revenu pour participer à l'administration et à la reconstruction du district : lui et ses camarades semblent bien reconvertis.

*A Bikita,*
*on distribue semences et engrais aux paysans qui se réinstallent*

## Les réseaux de soutien à la guérilla

Au cours de deux longues réunion avec les guérilleros et les militants de la ZANU à Bikita, nous allons comprendre comment était organisé le soutien à la résistance. A Bikita, il y avait beaucoup de fonctionnaires africains du régime de Salisbury : état-civil, impôts, postes, etc. Or ceux-ci étaient dans une proportion appréciable, des militants clandestins de la ZANU. Regroupés dans le «steering committee (comité directeur), ils rendaient d'inappréciables services à la guérilla, alors que la population les considérait comme des collaborateurs : ils pouvaient donner des renseignements, fabriquer de faux papiers. Alors que les paysans étaient soumis à des contrôles, les fonctionnaires pouvaient au cours de leurs déplacements officiels en ville, rapporter de la nourriture et des vêtements pour les combattants. Nos amis nous affirment que cette organisation clandestine des fonctionnaires et des habitants des villes, le Mouvement du peuple avait des ramifications dans tout le pays. L'existence de cette organisation qui ne semble pas avoir été étudiée jusqu'ici est un élément important pour comprendre le raz-de-marée électoral de la ZANU aux élections de février. Aujourd'hui, avec ces militants qui ont noyauté l'appareil d'Etat, la ZANU dispose d'un atout précieux pour mettre cette administration au service du peuple.

Nous leur demandons de nous expliquer plus précisément comment la guérilla faisait pour entrer en contact avec les gens. Tatwell, fonctionnaire à Bikita raconte : *«C'est un de mes amis qui était parti au Mozambique. Quand il est revenu, il est venu me voir pour me demander si je voulais soutenir les combattants, car il savait que, de toute façon, je ne le dénoncerais pas. Très souvent, ils ont utilisé les liens d'amitié ou les liens familiaux pour prendre contact avec les gens».*

## Le fils du chef Mabika n'est pas rancunier

Comment ont-ils acquis la confiance du peuple ? Trinity explique : *«En 1976, nous avons commencé à discuter avec les gens pour connaître leurs problèmes. Ils se plaignaient beaucoup du chef Mabika, qui était un véritable tyran. En effet, Smith se servait de certains chefs collaborateurs pour opprimer la population. Alors nous avons organisé l'enlèvement du chef Mabika qui a ensuite été exécuté au Mozambique. La population nous en a été très reconnaissante».* Le lendemain, nous avons rencontré par hasard le fils du chef Mabika dans un bar-hall. Quand il a su que nous avions soutenu la ZANU, il nous a offert une bouteille de brandy ! C'est un adepte de la politique de réconciliation nationale, d'autant plus que le gouvernement entend conserver un certain rôle aux chefs dans la nouvelle administration locale...

## Oui, il y a des arrivistes !

Comme nous essayons de comprendre comment les réseaux clandestins du People's Movement se sont réinvestis dans la ZANU légale, nos amis nous expliquent que c'est un problème qui n'est pas encore résolu et qui est à l'origine de certains problèmes dans le parti. En effet, les militants clandestins sont assez peu connus et n'ont pas encore le poids qu'ils devraient avoir dans l'organisation. Au contraire, beaucoup de membres récents de la ZANU, ayant adhéré un peu avant ou après les élections, ont beaucoup fait parler d'eux et ont réussi à occuper des postes de direction, au moins au niveau local. Ces arrivistes discréditent souvent la ZANU, par exemple en provoquant des incidents avec la ZAPU, parce qu'ils veulent faire du zèle. La plupart des militants de la ZANU expriment leur mécontentement, et un jeune commissaire politique de Fort Victoria affirme qu'*«on s'occupe de ce problème»*. D'ailleurs un Congrès de la ZANU est prévu dans les mois à venir.

Quittant Bikita, nous allons passer une journée aux ruines de Zimbabwe. Nous emmenons Trinity qui ne les a pas encore visitées. Sur le chemin, il nous montre toutes les cinq minutes les endroits où il a tendu des embuscades à l'armée rhodésienne avec ses camarades. Comme nous longeons une ferme, Trinity nous dit :*«Ce fermier était très brutal avec ses ouvriers qu'il soupçonnait d'appartenir à la ZANU : il les mettait dans un trou, le recouvrait de planches et les laissait là plusieurs jours jusqu'à ce qu'ils avouent pour pouvoir les livrer à la police...»*. Trinity ajoute *«ce fermier est toujours là....»*

Plus tard, quand nous passons devant la prison de Fort Victoria que les combattants ont essayé de libérer et où tant de leurs camarades ont été torturés, notre ami nous dira aussi, avec un sourire amer, que beaucoup de tortionnaires sont toujours en fonction. On a beau accepter la politique de réconciliation, il y a des choses qui sont dures à oublier.

---

Soames avait tout de suite violé les accords en permettant à l'armée et aux auxilliaires de Muzorewa de se déployer dans toutes les régions après le cessez-le-feu, comme s'il s'agissait d'une force de maintien de l'ordre neutre. C'est pourquoi l'armée de libération de la ZANU a envoyé dans les points de rassemblements un certain nombre de mujibahs (jeunes sympathisants et agents de liaison) tandis que des combattants, restaient cachés dans la brousse, toujours en contact avec les paysans : *«Il y a chez nous beaucoup de gens qui sont illettrés, mais qui voulaient voter pour la ZANU, qui fait partie du Front Patriotique. Or il y avait la ZAPU qui se présentait sous le sigle de Front patriotique et le révérend Sithole qui usurpait celui de la ZANU. De plus, les auxilliaires de Muzorewa voulaient les forcer à voter pour l'évêque ! Comment auraient-ils pu s'y retrouver ? C'est pourquoi il était nécessaire que les boys restent auprès des paysans pour leur expliquer quel était leur parti, celui qu'ils connaissaient et qu'ils avaient soutenu pendant la lutte de libération. Comme le vote avait lieu pendant plusieurs jours, on a décidé que tous ceux qui votaient pour la ZANU* (PF) *le montreraient en allant voter ensemble le premier jour. C'est ce qui a permis d'éviter les truquages et les manipulations. Ce n'était pas de l'intimidation, au contraire cette politique a permis que les élections se déroulent correctement»*.

## Le rôle des Blancs

Nous posons ensuite à nos amis une série de questions sur la situation actuelle, en particulier sur le rôle que peuvent jouer les Blancs dans le Zimbabwe indépendant. Approuvent-ils la politique de réconciliation du gouvernement ? Que pensent-ils des fermiers blancs ?

*«Il faut qu'ils restent. Ils n'ont jamais été en tant que tels les cibles de la lutte armée. Il se trouve que la majorité des Blancs soutenait le régime de Smith. Mais les combattants ne tuaient pas des fermiers à cause de la couleur de leur peau. Ils devaient les éliminer parce qu'ils participaient à des actions contre la guérilla ou parce qu'ils dénonçaient à la police la présence de combattants sur leurs terres. Mais les combattants avaient de bons rapports avec certain d'entre eux qui leur fournissaient de la nourriture et des vêtements. Aujourd'hui, je pense que les fermiers blancs sont indispensables au développement de notre agriculture : ce n'est pas du jour au lendemain que des Africains seront capables de diriger une grande ferme commerciale.*

*Oui, nous avons besoin de fermiers européens et de conseillers en agronomie parce que nous, les Africains, nous avons souffert de la discrimination dans le domaine de l'éducation et parce que nous ne sommes pas assez qualifiés. Il faut que notre agriculture nous permette de nous suffire à nous-mêmes pour que nous ne soyons pas obligés d'importer des céréales d'Afrique du Sud»*.

Ensuite, plusieurs vont intervenir longuement sur l'importance d'une aide économique et technique de l'Europe. Ils reprennent avec beaucoup de conviction l'essentiel des thèmes politiques de la ZANU : avec l'indépendance, le pays doit sortir de l'isolement, la lutte pour l'indépendance passe désormais par l'autonomie dans le domaine économique, l'autosuffisance. Pour cela, il est urgent de rattraper le retard dans l'éducation, de permettre aux Africains de maîtriser les techniques modernes. Ils sont en même temps très conscients, du potentiel de richesses du pays : la perspective d'être le premier pays africain développé n'est pas loin pour la jeune génération. Dans son enthousiasme, un des jeunes prend une référence un peu étrange : *«Nous serons la Suisse de l'Afrique !»*. Nous ne comprenons pas tout de suite ce qu'il veut dire : mais l'image qu'il en a correspond plutôt à un idéal de prospérité, de stabilité et de neutralité. En tout cas, pas de référence à des modèles importés d'Europe de l'Est...

## L'unité nationale

Puis la conversation porte sur la question de l'unité nationale. Rappelons que la ZANU, dont l'armée opérait principalement dans le pays Shona (Nord, Est et Sud) a obtenu 57 sièges et la ZAPU implantée presque uniquement dans le Matabeleland 20 sièges. Bien que la ZANU puisse gouverner seule, elle a formé un gouvernement de coalition : le dirigeant de la ZAPU, Nkomo est ministre de l'intérieur. Or, depuis l'indépendance des tiraillements se sont produits au sein du gouvernement entre ces deux partis. Qu'en pensent nos interlocuteurs ?

L'un d'eux répond :

*«Aujojurd'hui, la ZANU a la majorité et elle pourrait gouverner seule, sans la ZAPU. Mais la ZAPU dispose d'une armée puissante et je pense qu'il ne faut pas rejeter ce parti, il vaut mieux qu'il soit au gouvernement»*. Un autre ajoute : *«Dans cette région (en pays Shona) je n'ai jamais vu de forces de la ZIPRA (armée de la ZAPU). Elles opéraient uniquement dans le Matabeleland. Maintenant, il faut que les différentes forces de la nouvelle armée soient envoyées et réparties dans tout le pays indépendamment de leurs origines pour éviter le tribalisme»*.

Dernière question : *«Qu'est-ce qui est meilleur pour le Zimbabwe, un parti unique, ou plusieurs partis ?»* Nos amis éclatent de rire : *«C'est une question très controversée»*. Certains pensent qu'à long terme un parti unique est préférable *«parce qu'il assurera la stabilité»*. Mais d'autres préfèrent plusieurs partis *«parce qu'ils entreront en compétition dans l'intérêt du pays»*. Une discussion passionnée s'engage qui va se poursuivre après notre départ... Tels sont les jeunes dont un fonctionnaire de l'ONU nous disait : *«Ils ont subi le lavage de cerveau de leur parti»*. S'il y a beaucoup de jeunes de cette trempe, l'avenir du Zimbabwe est en bonnes mains !

# A propos des rapports parti - syndicat

Quelle est notre conception des rapports parti-syndicat ? Récemment le discours de rentrée d'Edmond Maire, accusant la CGT d'être soumise aux orientations du PCF et de laisser ce parti utiliser le syndicat comme «courroie de transmission» de ses positions politiques, a ranimé un vieux débat présent depuis longtemps dans le mouvement ouvrier français. Il ne concerne pas que les relations entre les directions des deux centrales, mais apostrophe aussi les communistes révolutionnaires qui fréquemment au sein de leur organisation syndicale se voient questionner sur notre conception du rapport parti-syndicat, en particulier à l'intérieur de la CFDT où il n'est pas rare de nous voir accusés, sous le prétexte de notre référence au marxisme-léninisme, d'envisager en fin de compte notre rapport au syndicat de la même manière que le PCF conduit ses relations avec la CGT. Il nous semble que l'on ne peut réellement préciser notre conception de ce rapport parti-syndicat, qu'en essayant d'éclairer plusieurs questions : quelle est la nature spécifique des organisations syndicales françaises, quel rôle et quelle place ces organisations peuvent occuper dans le processus de transformation socialiste de notre société, dans l'édification même de cette société socialiste ?

Souvent le débat sur le problème des rapports parti-syndicats se trouve schématisé entre ceux qui se référaient à la conception léniniste de ces rapports et ceux qui s'y opposaient refusant la soumission du syndicat au parti. Un tel schéma est la plupart du temps mis en avant par ceux qui voient dans le léninisme la soumission du syndicat au parti, l'élaboration par le parti de directives qu'il impose ensuite à l'intérieur de syndicat par des pratiques plus ou moins manipulatoire. Posé sur de telles bases, le débat ne risque guère de progresser.

D'abord parce que la critique ainsi formulée ne porte plus sur le léninisme en tant que tel mais bien sur une caricature du léninisme : la conception de Lénine n'a pas été que le parti se soumette les syndicats, même si des applications mécanistes, au pied de la lettre, ont pu conduire par la suite y compris dans le mouvement ouvrier français, à des déviations.

Ensuite et surtout parce qu'il nous semble que la conception des rapports parti-syndicat telle qu'elle est mise à jour dans la Russie du début du siècle est largement tributaire de la situation de développement du mouvement ouvrier à l'époque et notamment de ce que sont à l'époque et le Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie, et les syndicats. Parce que les syndicats sont très faiblement développés et structurés à la fin du XIX[e] siècle, et que le travail d'organisation de ces syndicats sera en fait conduit par le parti ouvrier qui se met en place sous l'absolutisme tsariste, nécessairement le problème des rapports parti-syndicat en Russie va se trouver posé en des termes spécifiques, où il n'est pas étonnant de voir les ouvriers du parti exercer des responsabilités essentielles à l'intérieur du syndicat, où il n'est pas étonnant de voir le débat politique lui-même mené essentiellement par les militants du parti.

Pour ces raisons, il nous semble que le débat sur le bien fondé des références léninistes sur le problème des rapports parti - syndicat, n'est pas forcément le bon bout par lequel il faut prendre le problème, tel qu'il nous est posé en France en 1980. La réalité du syndicat de la Russie du début du siècle, et la réalité des syndicats que constituent la CGT et la CFDT constituent à notre sens des entités suffisamment différentes pour que, tout en réfutant les critiques caricaturales portées contre les thèses léninistes, il nous semble nécessaire de plus réfléchir à la spécificité des organisations syndicales françaises, et à ce que cela implique dans les rapports que le parti révolutionnaire envisage de tisser avec eux.

## Spécificité des rapports parti - syndicat dans notre pays

Tout d'abord, il n'y a pas dans notre pays d'antériorité d'apparition du parti par rapport à celle du syndicat, ni même convergence dans la mise en place de ces organisations comme cela a pu se passer dans l'Allemagne de Bismarck de la fin du XIX[e] siècle. En France au contraire la mise en place de syndicats, et de partis politiques se réclamant de la classe ouvrière s'est effectué non par l'intermédiaire de convergences, mais bien par un phénomène conflictuel d'opposition, de méfiance réciproque, de refus de la part des syndicats du clivage des tâches entre la politique qui reviendrait aux partis, et l'économique ou le revendicatif qui reviendrait au syndicat. Les débuts difficiles d'implantation des partis ouvriers après la Commune, la propagande dogmatique des premiers partis se réclamant du marxisme et leurs relations tendues avec les syndicats constitue avant la création de la SFIO la prise en compte dans les syndicats d'aspirations politiques présentes dans la classe ouvrière, aspirations allant bien au-delà d'un simple mouvement corporatif ou revendicatif, tout cela a contribué à façonner un visage particulier au syndicalisme français, et à la manière dont il envisage ses relations avec les partis politiques, façonnage dont les traits essentiels demeurent 80 ans après.

Il ne s'agit pas seulement de la revendication, maintes fois rappelée, de l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis telle qu'elle est avancée dans la Charte d'Amiens, il s'agit aussi et surtout de la configuration spéciale que cela confère aux organisations syndicales, à la fois organisation de lutte économique pour les revendications de la classe ouvrière, à la fois organisation politique qui en a tous les attributs, hormis, et c'est le seul qui lui fait défaut, celui de présenter des candidats aux élections et de prétendre directement à la gestion des affaires politiques.

Ces deux niveaux, politique et revendicatif, existent de manière extrêmement marquée tant dans la CGT que dans la CFDT. C'est ouvertement revendiqué par la CFDT et sa direction, et démontré par sa pratique quotidienne, où de la Pologne à l'Afghanistan en passant par le projet politique du PCF, rares sont les sujets politiques sur lesquels la CFDT ne se prononce pas et n'avance pas de propositions. C'est aussi présent à l'intérieur de la CGT, qui elle aussi a son analyse de la situation internationale et en fait découler des tâches pour le syndicat en France, ou qui se prononce et s'implique directement dans la mise sur pied d'un programme commun de gouvernement de la gauche, ou encore qui indique comme condition de l'unité d'action pour le premier mai dernier, la dénonciation des campagnes anti-PCF.

On aurait tort de voir uniquement dans ces attitudes, dans ce caractère politique de l'organisation syndicale française seulement le fruit de l'importation à l'intérieur des syndicats de positions politiques élaborées en dehors d'elles et imposées de l'extérieur par les partis de gauche. Il est évident que ces pratiques existent à une dose importante, notamment et surtout pour la CGT dont par exemple les positions sur l'Afghanistan et la Pologne, adoptées sans l'ombre d'un débat apparaissent effectivement comme des positions parachutées à l'intérieur de l'organisation syndicale. De même souligner les convergences qui ont existé entre des dirigeants de la CFDT et des choix du parti socialiste est parfaitement fondé en certaines occasions.

Cependant à tout expliquer par cela, à rendre compte exclusivement de la dimension politique des organisations syndicales par ce type d'arguments, courroie de transmission du PCF, groupe de pression de la social démocratie, il semble que l'on rate alors cette spécificité des syndicats en France.

## Une dimension proprement politique

N'y a-t-il pas à l'intérieur de chacune des organisations syndicales un propre construit politique qui même si cela se conjugue avec des pressions et des relations extérieures avec d'autres organisations politiques, joue un certain rôle tant dans la cohésion de l'organisation que dans l'engagement militant de ses adhérents actifs ?

Il nous semble que si. En dehors des périodes de luttes, ou de mouvements sociaux importants, militer renvoit plus à une démarche de type politique que de type syndical, et ce fait se trouve d'autant plus renforcé que les syndicats français, à la différence des syndicats anglais et allemands par exemple, sont pour l'essentiel des organisations non gestionnaires, et que la possession de la carte ne procure aucun avantage. Les militants qui se retrouvent ainsi à l'intérieur de l'organisation syndicale et y demeurent actifs ne le font pas seulement pour des raisons d'accord avec le programme revendicatif du syndicat, de nécessité de s'organiser pour faire aboutir leurs revendications, mais aussi pour des raisons d'ordre plus nettement politique, par une certaine convergence avec l'orientation de la centrale sur ce plan politique.

Aussi on ne peut seulement distinguer à l'intérieur des syndicats d'un côté la masse des adhérents qui se retrouvent dans les syndicats pour défendre leurs revendications, de l'autre le noyau de militants politiquement engagés dans ou au côté d'un parti de gauche, et chez les révolutionnaires. Il y a bien présent un troisième terme qui est constitué par les militants politisés qui d'une certaine manière se reconnaissent et acceptent le fonctionnement de la centrale, y compris la production de ses positions politiques, et ne s'engagent pas pour autant dans un parti politique. Pour ces militants la représentation qu'ils ont du fonctionnement de leur centrale syndicale n'est pas celle d'une organisation dont la dimension politique serait surajoutée par des partis politiques exerçant des pressions sur leur organisation, mais bien le fonctionnement d'une organisation ayant son propre construit politique, son propre corps de références politiques qui guident son travail et ses prises de position.

Une telle représentation correspond nécessairement à une certaine part de la réalité. Il nous semble effectif par exemple que le noyau dirigeant de la CFDT, plus largement ses structures, et même sa politique d'éducation qui façonnent les militants, se trouvent unifiés par des références communes sur une certaine lecture de l'histoire du mouvement ouvrier, sur le type de critiques à adresser au PCF... qui sont des références nettement politiques. Que ces références aient été forgées à l'intérieur du syndicat, ou empruntées à l'extérieur il n'en demeure pas moins qu'elles ont été assimilées, intériorisées dans l'organisation syndicale, même si ce n'est jamais explicite, au point de réussir dans une certaine mesure à unifier et à donner une certaine cohésion à la démarche politique des militants qui pour nombre d'entre eux ne recherchent pas d'autres lieux politiques pour y développer leur action. Et au sein de la CGT, même si le mécanisme de prise de positions politiques est pour une très large part déterminée par ses relations avec le PCF, on ne saurait ignorer le caractère complexe de ce mécanisme au point de le réduire à une transmission des positions du PCF dans le syndicat.

C'est pourquoi il nous semble que l'examen des rapports parti-syndicat dans notre pays ne peut ignorer cette double dimension des organisations syndicales françaises, politique et revendicative. Nous essaierons dans un prochain article d'indiquer certaines conséquences qui doivent s'en dégager dans notre rapport au syndicat.